



Revue de presse
Réseau des journalistes africains
Spécialisés sur le développement durable
et le changement climatique

Mars 2023

1





Références : WMO, WFP, SDD, Agenda 2063, ECA, UNESCO, COP 27, UNFCC, One Forest Summit, FRAADD-9, ODD, PMA, BAD, Agenda 2030, REDD+.

Table des matières

Agbota Ernest (Bénin) ; Notre environnement en question ; Radio Parakou, mars 2023.....	5
Agbota Ernest (Bénin) ; Le karité en péril au Bénin ; Radio Parakou, mars 2023.....	5
Jeremie Wakilongo (RDC) ; La voix de l'Afrique ; Radio cadence musique, mars 2023.....	6
Rabah Karali (Algérie) ; Economie circulaire : Transformer un problème en une source de richesse ! L'Actuel International, mars 2023.	7
Temwa Mhone (Malawi) ; As cyclones persist, how prepared is the government of Malawi ? Africa Climate News, March 2023.....	9
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Proportion of African population using safely managed drinking water services improves marginally ; Pan African Visions, mars 2023.	14
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; African continent urged to promote open science as a key framework for international scientific cooperation ; Pan African Visions, mars 2023.	16
Wallace Mawire (Zimbabwe) ; ECA lauches Origin Initiative for East African region ; Pan African Visions, mars 2023.	18
Sandrine Gaingne (Gabon) ; Compensation de la préservation des forêts : les États occidentaux boudent les crédits carbone du Gabon ; Le Nouveau Gabon, 1 mars 2023.....	19
Romulus Dorval Kuessi (Cameroun) ; Le calvaire de ces petites mains qui nourrissent le Sénégal ; Camerounvoice, 1 mars 2023.....	20
Temwa Mhone (Malawi) ; Conserving soil for food security ; The Nation, March 3, 2023.....	27
Journal télévisé présenté par Inès Kuassi ; Terre à Terre Bénin ; 3 mars 2023	29
Line Renée Anaba (Cameroun) ; La leçon autochtone au One Forest Summit ; Enviromonde, 3 mars 2023.	30
Boris Ngounou (Cameroun) ; FRAADD-9 : « en Afrique, l'accès à l'énergie se bute sur le manque d'investissements » ; Afrik21, 6 mars 2023.	33
Zombre Oumar (Burkina Faso) ; Doha : Les Pays les Moins Avancés ne veulent « laisser personne en dehors du progrès » ; Le monde rural ; 6 mars 2023.....	35
Boris Ngounou (Cameroun) ; AFRIQUE : le Traité sur la haute mer prend en compte les spécificités du continent ; Afrik21, 7 mars 2023.	38
Ouedraogo Paténéma Oumar (Burkina Faso) ; Actu vert : Évitons de polluer nos ressources en eaux ; Sidwaya, 7 mars 2023.	40
Zombre Oumar (Burkina Faso) ; L'agriculture, un puissant levier de développement des PMA ; Le monde rural, 7 mars 2023.....	43



Boris Ngounou (Cameroun) ; FRADD-9 : accroître les investissements dans des projets d'énergies propres ; Afrik21, 7 mars 2023.....	46
Lenah Bosibori (Kenya) ; A community water project that is changing lives of Kiambu residents ; TalkAFRICA, March 8, 2023.....	47
Hector Nammangue (Togo) ; Karité : 1,3 million USD afin de promouvoir la résilience climatique au Togo et au Burkina Faso ; Vert Togo, 9 mars 2023.....	51
Tatianna Meliedje (Cameroun) ; Bassin du Congo : Plus de 65 milliards de FCFA pour la préservation des forêts ; News du Camer, 9 mars 2023.....	52
Edem Dadzie (Togo) ; Pollution de l'air : L'État sud-africain devant la haute Cour de Pretoria ; Le Papyrus, 13 mars 2023.	54
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Entreprises : 15,3% des femmes font face aux lenteurs dans les promotions ; News du Camer, 13 mars 2023.	56
Edem Dadzie (Togo) ; Reconnaître le rôle vital des femmes dans la lutte contre les changements climatiques ! Le Papyrus, 14 mars 2023.	57
Badylon Kawanda Bakiman (RDC) ; RD Congo : le gouvernement à pied d'œuvre pour le développement de 145 territoires ; News Blog World ; 15 mars 2023.....	60
Edem Dadzie (Togo) ; Agenda 2030 des Nations Unies : l'heure est à la solidarité, au leadership et à l'engagement ! ; Le Papyrus, 16 mars 2023.....	62
Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : une étude est lancée pour déterminer le patrimoine forestier du pays ; Afrik21, 16 mars 2023.....	65
Nassima Oulebsir (Algérie) ; Forêts : « Menace » sur le patrimoine forestier ! El Watan, 19 mars 2023....	66
Hishem Boumedjout (Algérie) ; Un rapport de l'ONU met en garde contre un paysage catastrophique dû au changement climatique ; aljazeera, 20 mars 2023.	68
Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC : le recyclage des déchets une innovation pour booster l'entrepreneuriat vert ; NaturelCD, 21 mars 2023.	71
Romulus Dorval Kuessie (Cameroun) ; La protection des forêts et le recyclage au Cameroun ; Kalak FM, 24 mars 2023.	77
Serge Lenoir (Togo) ; Conférence historique des Nations Unies sur l'eau : Certaines organisations constatent le décalage entre la crise de l'eau et les engagements concrets des États ; Le Papyrus, 28 mars 2023.	77
Denise Kyalwahi (RDC) ; Changement climatique : les femmes, l'eau et la crise de la durabilité environnementale en RDC ; NaturelCD, 26 mars 2023.	79
Keyewa Kabey (Togo) ; Blitta : La ville par excellence de l'énergie renouvelable au Togo ; Relai d'Afrique, 28 mars 2023.	82



Hector Nammangue (Togo) ; Parc Fazao Malfakassa : Mieux refouler les éléphants pour protéger les cultures ; Vert Togo, 30 mars 2023.....84

4





Agbota Ernest (Bénin) ; Notre environnement en question ; Radio Parakou, mars 2023.

Pour accéder à l'émission : https://drive.google.com/file/d/14VM67_EyYc4DGSzFd7FiU0TcsHp5gFNb/view

Soucieux des conséquences à court, moyen et à long terme de la dégradation environnementale de l'écosystème forestier, le gouvernement du Bénin a adopté en février dernier, une nouvelle politique forestière couvrant la période 2023-2032. Quels sont les enjeux de cette nouvelle politique forestière au Bénin ? Pour le savoir, prenez le rendez vous de l'émission « Notre environnement en question ».



5

Agbota Ernest (Bénin) ; Le karité en péril au Bénin ; Radio Parakou, mars 2023.

Pour accéder au podcast : <https://soundcloud.com/prince-ernest-agbota/le-karite-en-peril-au-benin>

Le karité est une plante qui pousse naturellement dans une vingtaine de pays d'Afrique subsaharienne dont le Bénin. Le karité est une perle socioéconomique et environnemental. Il est le troisième produit d'exportation du Bénin après le coton et l'anacarde. Curieusement, cet arbre est sur la liste des espèces menacées de l'IUCN entendez l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, principalement en raison des feux de brousse d'origine humaine et de sa surexploitation à des fins économiques. Ce phénomène prend des proportions inquiétantes dans les régions à fort potentiel en ressources de karité au Bénin. Dans le pays, seulement un tiers de la ressource reste encore disponible dans les parcs à Karité reconnaissent les acteurs de la filière. Ces derniers alertent sur la destruction des parcs à karité. Des plaidoyers et lobbying doivent être menés pour impacter les attitudes et les comportements des populations et des décideurs politiques à divers niveaux afin de sauver et protéger la manne avisent les acteurs





Jeremie Wakilongo (RDC) ; La voix de l'Afrique ; Radio cadence musique, mars 2023.

Pour accéder à l'émission dédié à la problématique de l'eau :

<https://www.youtube.com/watch?v=eaz7jMde0dM>

Pour accéder à l'émission dédié à le réchauffement climatique : <https://youtu.be/GRUVhZ44Rgk>



Rabah Karali (Algérie) ; Economie circulaire : Transformer un problème en une source de richesse ! L'Actuel International, mars 2023.

Economie circulaire

Transformer un problème en une source de richesses !

Stratégique. Ces dernières années, il s'est avéré qu'en appliquant l'économie circulaire, notre pays est devenu moins vulnérable. Au lieu d'être un problème pour la société algérienne, nos déchets ménagers, et il y en a d'autres, peuvent être une source de richesses, car ils nous permettent de dépolluer nos cités, les sols et les nappes d'eau.



Qui dit généralement économie circulaire dit gestion des déchets et, notamment, ceux produits par les ménages. L'intérêt accordé à cette composante de l'économie verte par les pouvoirs publics, les institutions de la recherche scientifique et les associations de protection de l'environnement n'est plus à démontrer. En témoigne l'organisation du récent Workshop international sur « *L'économie circulaire et stratégie innovante des déchets en Algérie* », sous forme d'atelier sur l'économie circulaire avec comme thématique : « *La gestion des déchets ménagers* ». Si l'on se réfère aux objectifs de la Stratégie nationale et Plan d'actions de la gestion intégrée et valorisation des déchets, à l'horizon 2035, les déchets doivent être compostés à 50% et recyclés à 25%, en sus d'être enfouis dans les centres d'enfouissement technique (CET) classe II, avec une bonne récupération énergétique à 25%.

7

Quels sont les enjeux pour l'Algérie ?
Toutes les initiatives du regroupement des universitaires, experts, professionnels et associations de la protection de l'environnement dans le domaine de la prise en charge et le traitement de la problématique de la gestion des déchets sont des opportunités à saisir dans l'intérêt de la qualité du cadre de vie des citoyens. Ces dernières années, il s'est avéré



qu'en appliquant l'économie circulaire, notre pays est devenu moins vulnérable. Au lieu d'être un problème pour la société algérienne, nos déchets ménagers, et il y en a d'autres, peuvent être une source de richesses, car ils nous permettent de dépolluer nos cités, les sols et les nappes d'eau.

En effet, il faut savoir que la production de déchets ne cesse d'augmenter, celle-ci étant tributaire de l'augmentation de la population et de la croissance économique. Selon les experts en environnement, les quantités pourraient dépasser les 20 millions de tonnes en 2025, chose qui a fait réfléchir les pouvoirs publics quant à une politique plus ciblée en la matière. Cela d'autant plus que « *le taux de recyclage des déchets ménagers en Algérie ne dépasse pas les 12%. Ce qui est un faible pourcentage, mais cela nous a permis d'envisager de mettre en place une stratégie pour attirer les investisseurs dans le domaine de la gestion des déchets* ». Du coup, cette édition du TAIEX Atelier en économie circulaire : gestion des déchets ménagers organisée en coopération avec le Centre de recherche en environnement (CRE) Annaba, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), du 6 au 8 février 2023, a été sanctionnée par des recommandations pressantes eu égard à l'importance du thème en question.

Il s'agit des défis de l'économie circulaire en Algérie : secteur informel, problèmes de financement et le rôle de la digitalisation et des solutions innovantes, de la collecte des flux de déchets organiques municipaux et compostage, le flux de déchets municipaux sélectifs pour le plastique, le verre, les métaux et le papier/carton et les meilleures pratiques et leçons tirées du modèle européen d'économie

circulaire. Toutefois, l'objectif de cet atelier est d'orienter et de prodiguer des conseils sur le sujet de la gestion des déchets ménagers. Il vise aussi d'appuyer le développement technique du comité national qui sera en charge de l'élaboration de la prochaine stratégie nationale pour l'économie circulaire en Algérie.

Plusieurs axes de réflexion abordés

Les organisateurs de cet événement scientifique et technique ont privilégié les thématiques qui sont chères pour le contexte algérien, à l'image de l'importance de l'économie circulaire dans la croissance socio-économique et le développement durable. Dans ce cadre, le CRE, impliqué dans la protection de l'environnement dans tous ses aspects, est convaincu de la nécessité de développer des concepts innovants, comme la numérisation de la collecte des déchets et leur valorisation avec une vision d'économie circulaire.

Le Centre de recherche en environnement (CRE) Annaba a réussi lors de cette manifestation scientifique à réunir et rassembler les parties et les acteurs à même d'apporter et de mettre en œuvre des solutions durables avec la contribution d'experts de l'Union européenne dans le cadre du projet P3A, le Programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association et en particulier le programme TAIEX (Technical assistance and information exchange instrument of the European Commission).

A partir des interventions et des questions soulevées durant les ateliers, les participants ont insisté sur la promotion de la collaboration entre les institutions (de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Intérieur, de l'Industrie, ministères de l'Environnement, de l'Energie et des Mines, de l'Economie du savoir et de

l'Agriculture) et les acteurs économiques industriels, scientifiques et sociaux impliqués dans la gestion des déchets ménagers. Tout porte à croire qu'une place non négligeable a été accordée au concept de l'économie circulaire, modèle économique du développement durable, avec comme objectifs sous-jacents la réduction du gaspillage et l'amélioration de la gestion des déchets par le tri sélectif ainsi que leur valorisation par des méthodologies innovantes. De son côté, la professeure Zihad Bouslama, en qualité de directrice du Centre de recherche en environnement CRE Annaba, a indiqué à cette occasion que « *le CRE s'emploie à réaliser deux stations de recherche dans deux wilayas différentes pour répondre aux besoins de ces deux wilayas, chacune selon ses spécificités, mais surtout pour apporter des solutions pratiques aux solutions radioactives. Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre du déploiement du CRE, notamment dans son objectif d'apporter une plus-value fondamentale mais surtout pratique et impactant le développement économique* ». Zihad Bouslama a également annoncé la tenue, en mai 2023, d'un hackathon sur l'économie bleue, en collaboration avec l'ambassade de France en Algérie.

Pour mémoire, le CRE d'Annaba traite, coordonne et gère toutes les questions en rapport avec l'environnement et répond aux préoccupations scientifiques, technologiques et socio-économiques de l'Algérie, particulièrement celles liées à la création de start-up■

Rabah Karali,
notre envoyé spécial à Annaba



Africa Climate News

Temwa Mhone (Malawi) ; As cyclones persist, how prepared is the government of Malawi ? Africa Climate News, March 2023.

To acces the article : <https://africaclimatenews.com/as-cyclones-persist-how-prepared-is-the-government-of-malawi/?amp=1#top>



9

BLANTYRE, Malawi: On the night of March 13, 2023, when Cyclone Freddy hit Malawi, Celina Nyozani, a mother of eight, escaped the floods with the assistance of Lapken Thole, who had found a way to protect his family from the torrential downpours.

Nyozani told Africa Climate News that by the third day, she had become too hungry and frail to cling to the tree branches she had been clinging to.

"I and my eight children would have been swept away if it hadn't been for Thole because the tree we were clinging to collapsed after we got into the boat," she recalls.

"I spent \$52 (Kwacha 54 thousand) to hire an engine boat for three trips to ferry 57 people from trees to higher ground at Mtondo Temporary Evacuation Camp," Thole, 29, says.

A week after the cyclone, approximately 2 700 households arrived at the camp but received no assistance. They were surviving on boiled livestock that the floods had killed.

One of the worst-hit places was Njema in the Mulanje District, near Mozambique's border. Survivors were stuck there for six days because the roads were closed.

In Ntauchira Village, Chiradzulu District, about 20 kilometres northeast of Malawi's commercial capital Blantyre, people were stuck for five days after mudslides from Chilimankhwanje Hill buried their homes and buried family members in the mud.



A Malawi Air Force helicopter flew for the first time to aid survivors in evacuation camps on Friday, March 17 (six days later).

Cyclone Freddy caused much damage in Blantyre, Mulanje, Thyolo, Phalombe, Zomba, and Chiradzulu, which are in the Nsanje and Shire Highlands districts.



10

Man wades in mudslides in Blantyre: photo by Thoko Chikondi

The Shire highlands are bordered on the west and south by the Shire River valley, an extension of the African Rift Valley. The Shire River, Lake Malawi's only outlet, is the largest in Malawi, flowing into the Zambezi River.

According to the World Meteorological Organization (WMO), Cyclone Freddy traveled over 8,000 kilometers across the entire South Indian Ocean. Storm surges, damaging winds, and heavy rainfall affected sizable portions of Malawi, Mozambique, Northeast Zimbabwe, and Southeast Zambia.

According to the WMO, southern Mozambique received more than a year's rain. Madagascar received three times the monthly average in a week. Malawi received six months of rain in six days, according to the World Food Programme (WFP).

Also read how past floods have reversed decades of development in Malawi.

The president of Malawi declared a disaster in the Southern Region, which includes the districts of Blantyre, Chikwawa, Neno, Nsanje, Chiradzulu, Mulanje, Mwanza, Phalombe, Zomba, and Thyolo.

The violent flood and strong winds caused mudslides that cut off access to many areas, destroyed crops and homes, and buried people in mud and debris.



When the rains stopped, the death toll had risen to over 500 people by the sixth day. According to the Department of Disaster Management Affairs (DODMA), over 500 people have gone missing, and over 1300 have been injured across ten districts. Over 550 000 displaced households are being housed in 505 camps.



100 houses Ntauchira Village in Chiradzulu were here: photo by Temwa Mhome

11

Isn't early warning taken seriously?

The Department of Climate Change and Meteorological Services (DCCMS) of Malawi warned on March 7, 2023, that a tropical cyclone was coming.

"The cyclone is expected to move further south into Malawi on Saturday or Sunday. The cyclone's predicted path includes the districts of Mulanje, Phalombe, Chiradzulu, Thyolo, Zomba, Blantyre, Neno, Mwanza, Nsanje, and Chikwawa. From Friday, damaging winds, torrential rains, and flooding are all possible risks in the highlighted areas". Part of the statement is read.

The department told the Malawi people to check their buildings' stability and strengthen them as needed. In addition, the advisory required people to make evacuation plans for houses that were not strong enough, clear waterways, and avoid crossing rivers. It also warned of the dangers of collapsing homes, pit latrines, and power lines. DCCMS also requested that the likely affected district councils notify civil protection committees to assist people in moving to safe areas.

But hand, people in Blantyre, Chiradzulu, Phalombe, Mulanje, and Thyolo ignored the warnings as disasters rarely hit these areas.

"Because the districts of Nsanje and Chikwawa are prone to flooding. People did not disregard the warnings: "The rains were simply too heavy," Dorothy Tembo-Nhlema, a disaster expert and environmentalist, told Africa Climate News.

By the end of 2022, the disaster department had dredged some rivers prone to flooding due to siltation and debris to reclaim river depth and built dikes in some villages in Nsanje and Chikwawa.



The National Civil Society Network on Climate Change coordinator, Julius Ng'oma, told Africa Climate News that it was commendable that meteorological department issued the early warning on time. However, the warning was insufficient. "With high poverty levels in the worst-affected areas, it was difficult for people to move to safe places or reinforce their structures," Ng'oma explains.



12

Damaged road in Nsanje by Malawi photo by Temwa Mhome

The government's preparedness could be improved.

Seven major cyclones have hit Malawi since January 2019. Concerns have been raised about how ready and able Malawi's government is to deal with disasters because of how they handled Cyclone Freddy.

According to Ng'oma, Malawi's disaster preparedness could be improved.

"We are still relying on an old 1991 Act, which isn't helping matters. It only focuses on response, and we lag behind because we rely on donors and development partners." Ng'oma stated.

Two days after the disaster, on March 15, 2023, Malawi Defense Force (MDF) marines had to travel about 237 kilometers from their base in Mangochi District to Nkando in Mulanje District to help people who were stuck.

Although the deadly storm was expected to make roads impassable, no air response plans were made before the disaster. Harry Mkandawire, in charge of defense, said that bad weather made it impossible for the government to send MDF helicopters "on time."

Even though cyclones are becoming more frequent and intense, disaster department spokesperson Chipiliro Khamula told Africa Climate News that the department is facing financial constraints in disaster management. "Recovery and intervention needs are greater than available resources," Khamula said.



Ng'oma says that if the 2019 Disaster Risk Management draft Bill is passed, it will help prepare for, manage risks, and respond to similar events in the future.

The bill supposed to replace the Disaster Preparedness and Relief Act of 1991 is still in draft form ten years after the procedures were completed.

"This new law will be very important for setting up a detailed response budget, making it easier for communities to deal with and prepare for disasters, strengthening eco-systems, and reducing poverty so that people can act quickly," says Ng'oma.



13

Some of the makeshift shelters at Mtondo Camp in Nsanje after cyclone Freddy: photo by Temwa Mhome

Why have the Shire Highlands been the hardest hit?

The recently released UN scientific report on climate change is unequivocal. Human activity has caused global temperatures to rise by 1.1°C between 2011 and 2020, exceeding the pre-industrial level.

"Those who have made the least contribution to climate change are the most vulnerable to its consequences." People in highly vulnerable areas are up to 15 times more likely to die in floods, droughts, and storms (when compared to those in the most resilient areas)," said Hoesung Lee, Chair of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), during a press briefing.

Yobu Kachiwanda, in charge of public weather services for the meteorological department, says that the Shire highlands are at risk of cyclones because they are close to the Indian Ocean, where cyclones form and get stronger.

Kachiwanda further says that the region is more likely to be hit by cyclones because the land is getting worse, people are moving to places that weren't planned, and infrastructure is being built without considering what the climate will be like in future.





"The country should brace itself for more dangerous weather as an average of nine tropical storms form in this part of the ocean," Kachawinda warns.

Tembo-Nhlema says that the large amount of environmental damage in the highlands created a considerable risk because there were no trees to control the water. The shallow rivers made it easy for mudslides and floods to happen.

Encroachment and illegal settlements in 2013 by 63 households in the Soche Hill forest reserve (a protected area in Blantyre City) caused such degradation. The Blantyre City Council had ordered the encroachers (now over 1,000 households) to leave, but a 2017 court injunction prevented them from leaving the flood-prone area. The Soche Hills illegal settlement had the highest number of deaths following Cyclone Freddy.

Malawi Vice President Saulos Chilima described the decision to stay as a death trap.

But for now, in the middle of a cholera outbreak made worse by floods, Thole can only hope that the broken water systems and pit latrines will be fixed quickly so that people can get clean water and have better sanitation.

"Aside from providing us with shelter and food, deliberate efforts should also be made on water, sanitation, and hygiene, or else cholera will wipe us out," he says.

14



Wallace Mawire (Zimbabwe) ; Proportion of African population using safely managed drinking water services improves marginally ; Pan African Visions, mars 2023.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2023/03/proportion-of-african-population-using-safely-managed-drinking-water-services-improves-marginally/>

A summary of the report on African progress towards achieving the goals of the 2030 Agenda for Sustainable Development and Agenda 2063: The Africa We Want, of the African Union focusing on clean water and sanitation presented at the Economic Commission for Africa Africa Regional Forum on Sustainable Development ninth session held in Niamey, Niger on 28 February to 2 March, 2022 has revealed that excluding North Africa, the proportion of the African population using safely managed drinking water services has improved only marginally since 2013, with reversals in some countries.

This is the outcome of a report presented following a High-level political forum on sustainable development and the Sustainable Development Goals Summit with priorities to address multiple crises and to accelerate implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development and Agenda 2063 under the theme: The Africa We Want, of the African Union.





The report notes that the proportion of the sub-Saharan African population using safely managed drinking water sources increased from 25% in 2013 to 30% in 2020.

"This is still substantially below the global average, which stood at 74% in 2020. By contrast, the corresponding figure of 78% for North Africa is well above the global average. Algeria, the Central African Republic and Zimbabwe have regressed on this indicator. Consequently, the continent is unlikely to achieve the related target of Agenda 2063 of reducing the proportion of the population without access to safe drinking water from its 2013 level by 95% by 2023," the report says.

It says that compared with the rest of Africa, North African countries are at high risk of water stress.

It is added that water stress levels in North Africa reached 120.5% in 2019, indicating a high probability of future water scarcity.

The report notes that excessive water use can lead to the depletion and degradation of both surface and groundwater resources, compromising livelihoods and development opportunities for future generations.

It is added that among the North African countries, Morocco has relatively sustainable withdrawals of freshwater, while Libya has the highest water stress levels.

The report says that with the exception of South Africa, water stress levels in most sub-Saharan countries are below the world average, 32% in 2019.

It is also added that official development assistance (ODA) to support water and sanitation related programmes has stagnated at between \$2.5 billion and \$3 billion since 2013.

Among the African subregions, East Africa is reported to have received a relatively higher proportion of water- and sanitation-related ODA, followed by West Africa, while Southern Africa and Central Africa received a smaller proportion.

The report says that In 2020, ODA for water and sanitation in sub-Saharan Africa dropped below the 2015 level of \$2.5 billion.

It is added that in general, the progress made towards achieving clean water and sanitation targets has been inadequate.

" It is crucial to appropriately manage competing demands for water resources and enhance water-use efficiency, such as through reuse and recycling, and ecosystem protection. Overall, progress on indicators 6.2.1, 6.4.1, 6.6.1, 6.a.1 and 6.b.1 needs to be accelerated, while the negative trend in water stress levels (indicator 6.4.2) must be reversed, in particular in North Africa," the report says.

Sustainable Development Goal 6 focuses on Ensuring availability and sustainable management of water and sanitation for all.

15





Wallace Mawire (Zimbabwe) ; African continent urged to promote open science as a key framework for international scientific cooperation ; Pan African Visions, mars 2023.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2023/03/african-continent-urged-to-promote-open-science-as-a-key-framework-for-international-scientific-cooperation/>

Regional Director and Representative of UNESCO Regional Office for Southern Africa, Professor Lidia Arthur Brito has urged African governments to facilitate the training of local scientists to help address the challenges facing the continent locally.

Professor Brito made the remarks at a plenary discussion held at the Economic Commission for Africa (ECA) Regional Forum on Sustainable Development ninth session held in Niamey, Niger on 28 February to 2 March, 2022.

Professor Brito said that the continent needs many scientists and there was great need to also promote citizen science in the local communities.

UNESCO is a UN agency involved in helping to overcome extreme poverty and the increasing inequalities, in gender, education, facilitating access to knowledge, culture, technology and information. The organization also helps to facilitate achievement of inclusive quality education for all, in particular for girls, women and vulnerable communities.

16

It also works on helping to mitigate the impact of climate change through sustainable and inclusive management of natural resources, ecosystems, biodiversity, water and the oceans, ethically reflecting about the impacts of artificial intelligence and other new technologies, and giving responses to the increasing digital divide.

Other mandates of the organization include responding to the decline of freedom of expression, and to fight the new forms of disinformation and misinformation including having relevant data and knowledge to support political and policy decisions.

Supporting urbanization and bringing concepts of sustainability, promoting green development and nurturing creativity.

Preventing hate speech and increasing extremism and xenophobia, by understanding what it means to be human in the complex times, protecting cultural diversity, facilitating better understanding of others, and creating spaces for intercultural dialogues.

Professor Brito said that there was need to unleash African Science as a vaccine against inequalities.

She said that there was a need for new type of sciencing to interrogate the impact and responsibility of human behaviour for the challenges being faced spanning from social, environmental and economic and developing solutions, including new behaviours that address existing problems and avoiding new ones.





Professor Brito said that there was need to integrate the different science fields, including culture and open interactions, promoting social transformation with social impact through communication and scientific culture enhancement.

She said that there was need to connect at global, regional and local levels promoting research programmes at different scales and with new type of scientific cooperation at regional and global levels.

"It is high time we need to mobilize communities and societies, enhancing co-designs and co-production of scientific knowledge including citizen science and interaction and collaboration among the different knowledge systems," Brito told delegates at the forum.

She also added that there was need to partner and network more and in better ways with capacity to learn, to unlearn and to re-learn to help better communities.

Professor Brito highlighted the need for open science promotion as a framework for scientific cooperation for sustainable development.

She said that the framework is based in the human right to benefit from scientific knowledge and the right to participate in the production of scientific knowledge, based in principles of inclusion, fair relationships, and cherishing the importance of diversity, including the recognition of the different knowledge systems and societal organization and governance systems.

17

Professor Brito added that the framework is about sharing data, infrastructure, human capital and responsibility of ensuring that knowledge is a common good and a driver for sustainable development for all and in all places.

She updated delegates to be conversant with the Unesco Open Science toolkit focusing on the five tools for understanding Open Science, building capacity for Open Science, policy development on open science including funding Open Science and Infrastructure development.

"We need to promote open science as a key framework for transformative international scientific cooperation," Professor Brito said.





Wallace Mawire (Zimbabwe) ; ECA lauches Origin Initiative for East African region ; Pan African Visions, mars 2023.

To access the article : <https://panafricanvisions.com/2023/03/eca-launches-origin-initiative-for-east-african-region/>

Origin Initiative, a physical hub in East Africa has been launched by the Economic Commission for Africa (ECA) at the 5th African Science, Technology and Innovation Forum 2023 in Niemey, Niger.

The initiative aims to provide guidance for implementing original research and innovation labs, and organizational arrangements for entrepreneurial universities in Africa.

The Origin Initiative was introduced by former executive secretary of the Economic Commission for Africa, Vera Songwe, who noted – in an earlier statement – that the term “Origin” was chosen because problems in any location start at their source or “origin,” and solutions should also be developed in that same location by understanding the problem’s nature and context. Consequently, unique issues necessitate creative solutions that are based on the region’s culture and values

According to Ndirangu Kioni, Vice-Chancellor, Dedan Kimathi University of Technology, Kenya, the Origin initiative will be crucial in building research partnerships with industry and attracting talented individuals from different disciplines to invent the future.

“The initiative will focus on inspiring and accommodating passionate and brilliant individuals from different disciplines who wish to invent the future,” said Prof Ndirangu. It will also showcase breakthroughs, encourage prototyping and crafting of clear pathways for taking products and firms to market; bring the brightest and talented minds to find solutions to complex challenges faced by firms and society at large; and build research partnership with industry.

The initiative will work in three core areas that include inventing, co-creating/co-innovation, and solving complex problems for Africa, with a focus on Agri-tech, Information and Communication Technology (ICT), and Design.

It will also utilize Metaverse, an application that offers possibilities and advantages to identify key local and global challenges and respond to them. By adopting Metaverse, the initiative aims to address energy and climate change issues, contribute to the attainment of Sustainable Development Goals (SDGs), and generate up to \$5 trillion in value by 2030.

The physical hub will be opened to solving human problems, with a focus on the start-up work space, consultant recruitment, ICT platform, partners in research, and financial institutions.

Victor Konde, a Scientific Affairs Officer at ECA, described the Origin initiative as a place where people come to innovate and solve human problems.

18





Jussi Jauhainen, a professor at Turk University, emphasized the importance of being economically, socially, and environmentally sustainable and responsible while making profitable businesses.

By engaging the entire value network beyond existing business systems, societal networks, and face-to-face contact, sustainable and responsible local and global transformation can be achieved through innovation processing.

Established by the Economic and Social Council (ECOSOC) of the United Nations (UN) in 1958 as one of the UN's five regional commissions, the United Nations Economic Commission for Africa's (ECA's) mandate is to promote the economic and social development of its Member States, foster intraregional integration and promote international cooperation for Africa's development. ECA is made up of 54 Member States and plays a dual role as a regional arm of the UN and as a key component of the African institutional landscape.

Le Nouveau Gabon

Sandrine Gaingne (Gabon) ; Compensation de la préservation des forêts : les États occidentaux boudent les crédits carbone du Gabon ; Le Nouveau Gabon, 1 mars 2023.

19

Pour accéder à l'article : <https://www.lenouveaugabon.com/fr/agro-bois/0103-19537-compensation-de-la-preservation-des-forets-les-etats-occidentaux-boudent-les-credits-carbone-du-gabon>



Le Gabon séquestre chaque année plus de 140 millions de tonnes de carbone. Lors de la COP 27 en Égypte, 90 millions de tonnes de ces crédits carbone ont été validées de manière « définitive » par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC). Pourtant, ces crédits carbone peinent à être vendus sur le marché international, principalement auprès des pays occidentaux, a affirmé le ministre





gabonais des Forêts au cours de la plénière d'ouverture du One Forest Summit qui s'est ouvert ce 1er mars 2023 à Libreville au Gabon.

« Ça fait trois mois que nos crédits carbone existent. Il y a le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) qui vend ces crédits. Mais, au niveau des États on n'a pas remarqué un grand engouement même si on a signé des accords internationaux au niveau de Paris. Le secteur privé vient nous voir et on est en négociations, mais, on est très déçu de la réaction des États », a déploré Lee White. En effet, « dès que le Gabon lance les discussions sur ses millions de crédits carbone avec les pays occidentaux, c'est silence radio », se plaint le ministre Lee White. Et pourtant, d'après Francis James, représentant résident du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), les crédits carbone du Gabon sont de bonne qualité.

Selon Akim Daouda, l'administrateur directeur général du FGIS, la vente de ces crédits carbone aurait permis au Gabon de préserver la nature, de créer des emplois et de maintenir ce stock de carbone aussi élevé qu'il est, car ça coute de l'argent et des investissements de conserver sa forêt intacte. En effet, la vente des 90 millions de tonnes de crédits carbone aurait pu rapporter au Gabon environ 1,26 milliard de dollars soit 773,39 milliards de FCFA, le prix de la tonne de carbone étant estimé à environ 14 dollars sur le marché international selon le ministre gabonais des Forêts dans un récent entretien.

Le Gabon séquestre annuellement l'équivalent de 140 millions de tonnes de carbone, alors qu'il n'en émet que 35 millions. Fort de cette différence de plus de 100 millions de tonnes de carbone, le Gabon ambitionne de vendre ses crédits carbone aux entreprises et États qui en ont besoin.

20

Le Gabon a néanmoins vu ses efforts récompensés en juin 2021 par la Norvège. Ce pays européen avait décidé de lui octroyer un financement de 17 millions de dollars, soit environ 9,3 milliards de FCFA, pour son engagement en faveur de la protection de ses forêts. Cette enveloppe représente la contrepartie du carbone supplémentaire séquestré entre 2016 et 2017, grâce aux mesures mises en œuvre par le gouvernement gabonais dans le but de lutter contre la déforestation et limiter les dérèglements climatiques.



Romulus Dorval Kuessi (Cameroun) ; Le calvaire de ces petites mains qui nourrissent le Sénégal ; Camerounvoice, 1 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://cameroonvoice.com/environnement/2023/03/01/le-calvaire-de-ces-petites-mains-qui-nourrissent-le-senegal/>

Si le climat sahélien du Sénégal n'est pas véritablement un atout pour un parfait déploiement de ses agriculteurs, à force de résilience et d'adaptation, ces derniers s'emploient à satisfaire la forte demande locale en produits alimentaires de la qualité. Mais le poids de leurs difficultés du quotidien occulte les risques avérés de certaines pratiques agricoles auxquelles ils font recours malgré eux. A ce propos, le reportage de Romulus Dorval Kuessié, de retour de Dakar.





Un agriculteur dans les Niayes (c) Romulus Kuessié

21

Les Niayes, le fleuron

S'il est une référence en matière de culture maraîchère au Sénégal, la zone des Niayes en est sans conteste. Située entre les villes de Dakar et Saint-Louis, cette bande côtière est d'une richesse débordante, en raison des priviléges qu'elle offre aux agriculteurs dans un pays dominé par la rareté des terres arables. Le climat y est particulièrement doux et frais durant près de 5 mois de l'année (novembre à février), doublée d'une hydrométrie qui fait des Niayes le lieu par excellence pour les cultures légumières et pas seulement.

Des arbres fruitiers se dressent fièrement dans cette cuvette singulière aux sols variés. «*La cuvette principale de Mboro est la zone traditionnelle maraîchère. A l'intérieur des cuvettes il y a des bas-fonds, ce sont des zones inondables qui se remplissent d'eau pendant la saison des pluies et se vident graduellement durant la saison sèche, il reste suffisamment d'eau pour qu'on n'ait pas à arroser ou à fertiliser les plantes. On retrouve à mesure qu'on va vers l'extérieur de la cuvette, les sols sableux et les sols argilo sableux qui répondent à des spécificités précises en termes de culture* », explique Raphael Belmin, chercheur au Cirad basé au Sénégal depuis 2018.



Les agriculteurs au taquet



Exploitation de Samba Dia dans les Niayes (c) Romulus Kuessié

22

L'attrait des Niayes et sa richesse sempiternelle lui suffisent pour polariser d'année en année une mosaïque d'agriculteurs avides d'explorations, mais surtout de rentrées financières. On apprend d'ailleurs que les zones les plus fertiles sont déjà saturées. Mais ils sont tenus par un incontournable défi en primeur, s'adapter avant tout. Pour pleinement profiter de la zone, ils respectent son gradient pédologique comme on l'a observé dans l'exploitation de Samba Dia. Le quinquagénaire tient un verger occupé de nombreuses années avant lui par son défunt parent « *Sur le côté il a planté des arbres, et au fond, il met normalement des cultures maraîchères* », explique Raphael Belmin.

Samba Dia a majoritairement opté pour la culture des arbres fruitiers sur son verger de 7 hectares. « *Je fais aussi du maraîchage, mais sur une petite superficie. Je me suis concentré sur les arbres fruitiers... Il y a des manguiers, il y a des citronniers, il y a des avocatiers et des cocotiers aussi qui me permettent d'avoir des ressources pour financer mes activités et mes besoins du quotidien* », précise l'agriculteur qui est quasiment parmi les leaders dans la production d'avocats et de noix de coco sur le marché sénégalais.





Samba Dia présente quelques fruits de son exploitation (c) Romulus Kuessié

Samba promène le sourire d'un homme comblé après une fructueuse récolte de noix de coco. Une tâche accomplie avec l'appui de ses deux employés permanents et des nombreux temporaires qu'ils ne sollicitent qu'en période de récolte. Pour l'arrosage de sa vaste exploitation, il a acquis 4 motopompes à essence qui lui épargnent trop d'efforts en permanence.

23

Les mouches du malheur

Comme la quasi-totalité des producteurs dans les Niayes, Samba Dia se heurte à une sérieuse menace pour ce qui est de ses manguiers. Au Sénégal, les mangues sont depuis près d'une vingtaine d'année la cible d'une variété de mouches blanches à l'apparence dont les piqûres font pourrir automatiquement les fruits murs. « *Pour cette année, elles ont détruit pratiquement 90% de ma production Je n'ai pas vendu à 50 francs le kilo* ». « *Elles sont généralement abondantes lorsque les pluies sont fortes, car elles aiment l'humidité. C'est difficile de ne pas avoir de mouches ici, vu que nous sommes dans une zone humide.* », Regrette Samba.



Samba Dia (c) Romulus Kuessié



Une étude du Cirad a d'ailleurs permis de réaliser que sa situation est particulièrement préoccupante « *On s'est rendu compte que l'endroit où on trouve le plus de mouches dans les Niayes c'est chez Samba et c'est parce qu'on est dans un milieu très humide* », assure Raphael Belmin. Raison suffisante pour que les producteurs perdent leur pouvoir de négociation face aux acheteurs, car les piqûres de mouches peuvent les contraindre à voir impuissamment la totalité de leur investissement pourrir. Ils sont donc obligés souvent de brader leur production le plus rapidement possible.

La Bactroterta dorsalis, du nom scientifique de cette mouche malveillante, fait partie de toute la vague de bios agresseurs invasifs qui sont transportés par les flux commerciaux. La globalisation leur permet de se développer et les changements climatiques leur apportent de nouvelles opportunités d'habitat. L'insecte venue d'Asie et détectée en 2004 au Sénégal est devenu un véritable goulot d'étranglement pour les agriculteurs. Aucune variété de mangues n'y résiste, d'autres fruits à l'instar de citrons et autres oranges sont aussi menacés.

Éradiquer les mouches

Samba s'emploie à réduire l'ampleur de leurs ravages grâce à une technique de capture avec des produits chimiques, « *Mais ils sont rares et couteux* », lance-t-il l'air affligé. Car il existe certes des techniques de lutte efficaces, mais il est quasiment impossible de parler d'éradication totale des mouches blanches dans les Niayes. Les ressources manqueront bientôt au quinquagénaire qui a l'impression de s'être engagé dans une bataille inutile et pourtant couteuse. Il ne doit le salut qu'à la diversité des productions de son verger. Un facteur de résilience qui l'aide à suivre du haut du manque à gagner induit par l'invasion de ces mouches incontrôlables.

24



Piège à mouche fabriqué par Samba Dia (c) Romulus Kuessié

Un espoir cependant. Le Cirad a mis en place un réseau de piégeage. Présents dans une trentaine de vergers des Niayes, ces pièges sont utilisés « *pour mieux comprendre la dynamique des populations de mouches, afin*



de donner des conseils aux agriculteurs sur comment mieux gérer ce parasite. », confie Raphael Belmin. A noter que l'entité se penche sur la gestion agro écologique des mouches depuis 10 ans.



25

Piège moderne fabriqué par le Cirad (c) Romulus Kuessié

Périls sur le cœur battant du Thiéboudienne

Le versant légumier des Niayes est particulièrement saisissant. A perte de vue, il découvre de vastes hectares de monocultures dédiées à des aliments particulièrement prisées. De l'aubergine, du riz, des carottes, de la tomate, du citron, des oignons, des choux entre autres plantes qui ont trait d'union ; ils servent à la préparation du plat national du Sénégal, « *le thiéboudienne* ». En effet, l'ampleur de ces exploitations dans les Niayes est portée par l'attachement des Sénégalais à ce plat et traduit sans conteste la profonde volonté des agriculteurs de satisfaire en primeur la demande locale.

Ils se retrouvent pour certains à se lancer simultanément dans toutes ces cultures comme Mam Thierno. Le quinquagénaire tient tout seul une exploitation de 40 hectares, où on retrouve la totalité des fruits et légumes qui entrent dans la composition du riz sénégalais. « *Je sollicite plus de douze personnes pour assurer le désherbage, le repiquage et la récolte sur mon exploitation. Ils sont rémunérés à hauteur de 10 000 FCFA la journée. Les récoltes sont satisfaisantes ; je me retrouve avec pratiquement 10 tonnes de pommes pour hectare de terrain* », confie Mam Thierno. Une réjouissance qui est le partage de nombreux agriculteurs du coin. Mais la santé des sols ne rassure plus.





Une pompe utilisée pour l'irrigation (c) Romulus Kuessié

26

Même dans les zones à fort potentiel de productivité comme les Niayes, le risque d'un basculement fatal est réel. Ce d'autant que les agriculteurs réalisent comment tous les compartiments de ce gradient pédologique sont de moins en moins fertiles. Ils se voient obligés de fertiliser les sols pour s'assurer de l'abondance des récoltes. La politique du gouvernement y participe majoritairement ; l'Etat veut que la terre crache autant de nourriture que possible pour subvenir aux besoins des plus de 18 millions d'habitants du Sénégal.

Problème, cette démarche pousse de nombreux cultivateurs à se ruer vers les fertilisants chimiques qui détruisent les sols ; si quelques-uns prennent l'ampleur de ce désastre, opter pour l'agriculture biologique ne suffit pas pour inverser la tendance surtout lorsqu'ils se plaignent d'avoir les mêmes rendements et le même tarifaire sur le marché, et de ne pas avoir des avantages supplémentaires comparativement à ceux de leurs compères qui se ruent sur les produits chimiques. C'est dire si la pérennité des Niayes est menacée.



THE NATION

Temwa Mhone (Malawi) ; Conserving soil for food security ; The Nation, March 3, 2023.

To access the article : <https://mwnation.com/conserving-soil-for-food-security/>

For years hunger used to torment Felix Chizombe's family in Namarwa Village in Phalombe District.

Since 2009, the rural farmer, 46, toiled in vain, seldom harvesting enough food to take his family to the next harvest.

His 1.5 hectare field could only produce five to six bags of maize that only lasted for two months.

"Despite applying costly chemical fertilisers and doing back-breaking tasks, hunger always kicked in by June every year," recalls the father of five.

The crop yield kept dwindling due to outdated farming methods coupled with erratic rains, flooding, hailstorms, chronic dry spells and loss of fertile soils to run-off water.



27

Likaka inspects a water-harvesting trench

The Food and Agriculture Organisation (FAO) of the United Nations (UN) reports that environmental degradation has worsened the vulnerability of subsistent farmers, who heavily depend on rain-fed agriculture, to the climate-related shocks.

Like other crop fields at the foot of deforested Mpasa Hills, Chizombe's plot was not spared the effects of climate change. The breadwinner struggled to provide for his family of eight.

"I was forced to go to Mozambique for piecework. I could be there for three to four months just to get some money for food. This was not sustainable and the conditions were harsh," he says.





However, his crop yields began to improve in 2019. When he harvested enough to beat hunger despite the devastation caused by Cyclone Idai in southern Africa.

His maize yield more than doubled to 13 bags in 2019 harvesting season, 21 in 2021 and 25 last year.

A relaxed Chizombe credits his food security to integrated watershed management activities spearheaded by World Vision Malawi in partnership with the World Food Programme (WFP) to build rural communities resilience to climate change.

The British Government-funded intervention in which the locals establish water harvesting structures such as checkdams, eyebrow basins, deep trenches and swales on the slopes of Mpasa Hills and in their fields to harvest rainwater. They also created stone bunds on the steep slopes, planted trees and kept hands off tree stumps to ensure they sprout again.

Ending climate migration

Chizombe no longer goes to Mozambique as he produces more than enough to feed his family.

Similarly, Frank Likaka, says the landscape restoration activities are helping farmers get bumper harvests amid climate change. His harvest from a maize field the size of a football ground has risen from five to 29 bags a year.

"The run-offs and flash floods have become history as the structures slow down water to sink into the ground and lessen the loss of top soil," he says.

28

Apart from climate-smart agriculture methods, the 36 year-old farmer says manure use has reduced the cost of crop production and risks of drought and dry spells scorching his crop.

He explains: "Making manure is a timely solution to deal with exorbitant prices and scarcity of chemical fertilisers.

"We make Bokash and Mbeya manure using locally available materials such as crop residues and animal droppings. This is effective in restoring fertility and hold moisture long enough for crops to thrive."

Bokash is made by mixing one buckets of ash, three 15-litre buckets of dung, dead plants and 10 litres of water.

The farmers mix 20 kilogrammes (kg) of animal dung, 10 kg of fertiliser, 10kg of ash with 20 kg of maize bran to make Mbeya.

Community awareness

With food security improving, Chizombe says most farmers are eager to participate in community activities to conserve soil and water while boosting their crop yields.

"These are our assets, so we have to maintain them. I have more surplus to sell and get money for developing my households. There cannot be sustainable development with a neglected environment," he says.





WFP programme policy officer Elton Mgalamadzi is pleased the interventions have strengthened communities' resilience, conserved the environment and improved livelihoods.

"The most exciting news is the sustainability of the local initiatives. The communities own and lead the interventions as they know importance of conserving the environment," he says.

According to FAO, a Malawian farmer loses an average of up to 30 tonnes of fertile soil per hectare every year. This is mostly fuelled by soil erosion and deforestation, breaching farmlands and silting rivers.



Journal télévisé présenté par Inès Kuassi ; Terre à Terre Bénin ; 3 mars 2023

29

Pour accéder à l'émission : <https://www.youtube.com/watch?v=Bl0pkKwZ-dU>

Sur la chaîne de télévision *Planète Terre à Terre*, chaque soir un journal télévisé consacré exclusivement à l'actualité environnementale.



ENVIROMONDE

Line Renée Anaba (Cameroun) ; La leçon autochtone au One Forest Summit ; Enviromonde, 3 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://enviromonde.blogspot.com/2023/03/la-lecon-autochtone-au-one-forest-summit.html>



Les peuples autochtones sont ceux qui subissent directement les conséquences de la perte du couvert végétal à cause de l'exploitation forestière illégale et du braconnage. Leur survie est menacée car ils vivent de la forêt et dans la forêt. Pourtant, au regard la lente avancée de la lutte contre les changements climatiques et la perte de la biodiversité, les populations autochtones se sont proposées en solution au cours du One Forest Summit à Libreville.

30



Elle s'appelle Hindou Oumarou Ibrahim, elle est membre de la communauté peule Mbororo du Tchad. Elle milite pour la protection de l'environnement et la promotion des droits des peuples autochtones. Pendant les deux jours du One Forest Summit de Libreville au Gabon, elle a été la porte-parole de ces millions d'autochtones du Bassin du Congo, de l'Amazonie et du Bassin du Mékong en Asie du Sud-est.





«Sans cette forêt, nous ne pourrons pas conserver et transmettre nos savoirs et connaissances traditionnelles de génération en génération », a-t-elle clamé dans son accent prononcé de fille peule Mbororo et de sa petite voix aiguë. Hindou Oumarou Ibrahim a rappelé à Emmanuel Macron et aux chefs d'États présents au Palais présidentiel que les autochtones sont ceux qui, depuis la nuit des temps, savent comment protéger la forêt qu'ils maîtrisent dans les moindres détails. Ils reconnaissent le passage de chaque animal selon les empreintes sur le sol, savent se guider dans l'immensité de cette forêt semperflore sans GPS, communiquent entre eux selon des techniques ancestrales sans téléphone. Selon leurs besoins, cette forêt est tour à tour un super marché, une pharmacie, un magasin d'ameublement, un parc de jeux et une école pour leurs enfants. « Les endroits les mieux protégés sont ceux où se trouvent les peuples autochtones et les scientifiques le reconnaissent », a-t-elle fièrement relevé.

31

De son corps frêle, hindou Oumarou Ibrahim, n'y est pas allée de main morte. Elle a demandé énergétiquement le droit des autochtones à la terre pour faire leur boulot. Lors de la récente Cop15 sur la biodiversité, les pays développés ont signé pour la préservation de 30% de la biodiversité. Pour que cela soit réalisable, Hindou les invite à « prendre les peuples autochtones comme des acteurs et construire avec eux, pas pour eux, des cadres de mise en œuvre clairs, parce que c'est nous les experts! Nous ne restons pas dans les bureaux, nous sommes sur le terrain pour planter les arbres et les protéger ».



Pour ce travail de préservation de la biodiversité que les autochtones font depuis des millénaires, l'humanité leur doit énormément. Grâce à eux, les trois Bassins forestiers du monde que sont le Congo, l'Amazonie et le Mekong, jouent à merveille leur rôle de stabilisateurs déjà climat mondial, en se constituant comme d'énormes puits de carbone. Il faut bien leur payer ces services écosystémiques. Des financements, bien que maigres, sont captés ici et là, mais le Bassin du Congo demeure le mal aimé de la finance climatique. Ses peuples autochtones que sont les pygmées et les Mbororos sont de grandes victimes oubliées. Tellement d'engagements financiers ont été pris par les pays du nord pollueurs pour compenser ceux qui préparent forêt et environnement. Le dernier engagement à la Cop 26 de Glasgow où on a promis 15 milliards de dollars pour les forêts et 1,7 milliards pour les peuples autochtones. « Il est où l'argent ? », s'inquiète Hindou devant un président français quelque peu gêné par ce franc-parler autochtone. « Nous ne pouvons plus continuer à vivre sur les engagements. Nous voulons le cash sur la table ! ». Tollé d'applaudissements.



32

Tout est clair. Mbororos et pygmées exigent les financements qui leur reviennent de droit pour continuer à protéger la planète pour les autres. « On vous a fait confiance pour détruire notre environnement, maintenant c'est à vous de nous faire confiance pour le reconstruire, en gérant nous-mêmes ces financements ».

Hindou Oumarou a terminé en parlant des nouvelles initiatives de partenariats pour la nature, qui doivent être pour les communautés et par les communautés, pour un accès direct aux financements car elle pense que les autochtones sont des chiefs ecological officers, c'est à dire les meilleurs pour mettre en œuvre tout ce qui concerne l'environnement.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; FRADD-9 : « en Afrique, l'accès à l'énergie se bute sur le manque d'investissements » ; Afrik21, 6 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/fradd-9-en-afrique-lacces-a-lenergie-se-bute-sur-le-manque-dinvestissements/>



À l'occasion du 9ème Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-9) qui vient de s'achever à Niamey au Niger, AFRIK 21 s'est entretenu avec Jean Paul Adam, le Directeur changement climatique, environnement et ressources naturelles à la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (Uneca). Dans cet entretien, l'ancien ministre seychellois des Affaires étrangères, dresse les défis de l'atteinte du septième objectif de développement durable (ODD 7) en Afrique.

33

Pour cette 9e édition, le Fradd s'intéresse aux ODD numéro 6, 7, 9, 11 et 17. Quel état des lieux faites-vous de la progression vers l'atteinte de ces objectifs en Afrique ?

Nous sommes dans une ère de crises multiples. Les pays africains n'ont pas assez de ressources et leurs capacités domestiques de financement ont été réduites, en raison des crises successives, notamment la Covid-19 et la guerre russo-ukrainienne qui perdure, avec un impact très prononcé sur les chaînes de valeur en ce qui concerne l'alimentation et l'accès à l'énergie. Tout cela a un impact négatif sur les populations et les économies. Dans cette ère de crise multiple, nous devons voir comment à travers une relance verte, nous pouvons permettre aux pays africains de restructurer leur économie autour de la vraie valeur de leurs ressources naturelles, développer les chaînes de valeur de manière à bénéficier pleinement les opportunités de la Zone de libre-échange du continent africain la (ZLECAF), mais à la fois de se positionner dans un contexte global. C'est vraiment le lieu d'appuyer les pays africains à tirer réellement profit de leurs ressources.

Arrêtons-nous sur l'objectif 7 qui préconise l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. L'Afrique subsaharienne demeure en retard sur cet objectif malgré son riche potentiel en ressources d'énergie renouvelable. Si le Cameroun en est à 25% d'accès à l'électricité en milieu rural, le Niger, où nous sommes, en est à 3% selon les chiffres officiels. Les solutions sont pourtant connues depuis une dizaine d'années maintenant. Qu'est-ce qui fait problème ?

Je crois qu'il y a plusieurs éléments. Le premier qu'il faut reconnaître, c'est qu'on doit renforcer les capacités des pays en ce qui concerne l'environnement régulateur pour faciliter et prioriser les





investissements dans ce secteur. Il y a aussi la réalité de la perception des risques pour l'investissement en Afrique. C'est-à-dire que le secteur privé, jusqu'à maintenant n'a pas pu jouer le rôle qu'il a joué dans d'autres régions, à cause de la mauvaise perception du risque de l'investissement sur le continent. Cette perception est due l'insécurité, mais aussi à la petite valeur d'un marché caractérisé par des populations pauvres.

Mais toutes les analyses faites par la CEA démontrent qu'un investissement effectué dans le secteur de l'énergie a un effet tremplin beaucoup plus fort que dans d'autres secteurs. Si on investit dans l'accès à l'énergie, cela se traduit par une augmentation dans du produit intérieur brut (PIB) par habitant à 30%. Cela veut dire que si on arrive à vraiment à créer cet accès à l'électricité, à l'énergie, ça va créer une multiplication dans l'économie. Et pour réduire le risque sur ces investissements, il faut utiliser les mécanismes qui sont déjà disponibles à travers des financements internationaux, mais qui sont peu déployés en Afrique. Il s'agit des garanties partielles par exemple. Pour que le secteur privé soit accompagné dans ses investissements. Et bien sûr comme je l'ai dit il faut aussi reconnaître qu'il faut une politique très transparente dans les pays africains pour faciliter ces investissements.

Vous avez modéré un panel de haut niveau sur les énergies renouvelables en Afrique. Pensez-vous que le continent puisse opérer une percée dans la production de l'hydrogène vert ? Et à quelles conditions ?

Je crois que toutes les analyses qui ont été présentées par des organisations régionales, mais aussi par l'université Abdou-Moumouni basée ici au Niger, ont démontré que l'Afrique a un fort potentiel en matière d'énergie renouvelable. Le défi c'est qu'il n'y a pas beaucoup de capacité de recherche sur le continent. Nous dépendons beaucoup des chercheurs et des scientifiques d'ailleurs. Je crois que les priorités consistent à créer un cadre régulateur, propice à la recherche et maintien des compétences en recherche dans les universités.

34

L'hydrogène vert est de plus en plus mis en avant, mais il faut vraiment penser à une stratégie énergétique adaptée aux besoins de chaque pays. Les pays africains qui disposent par exemple d'énormes ressources hydrauliques peuvent presqu'à 100% créer l'accès à l'énergie en utilisant ces ressources. Mais les pays qui ont un très faible accès à l'énergie, doivent utiliser tous les moyens à leur disposition. Par exemple un comme le Niger, doit nécessairement recourir aux hydrocarbures afin d'adresser la question de l'intermittence de la génération, la difficulté de stockage, ainsi que le prix du stockage. Il faut toutefois avoir un plan énergétique qui vise à long terme, à prioriser les énergies renouvelables. Ces énergies renouvelables coûtent beaucoup moins cher actuellement que les hydrocarbures.

L'hydrogène vert est aujourd'hui envisagé comme une solution pour la décarbonation de l'industrie en occident. Au-delà de la production, comment l'Afrique peut-elle valoriser l'hydrogène vert produit sur place ? L'Afrique envisage-t-elle une stratégie globale à ce sujet ?

Des propositions sont faites dans ce sens. L'hydrogène vert est tout autant viable que les autres formes d'énergies renouvelables. Ce que les pays doivent faire, c'est d'adapter leurs mix-énergétiques en fonctions des ressources disponibles. Les pays dépourvus de ressources hydrauliques peuvent baser leur stratégie sur le solaire ou l'éolien qui prospèrent très bien dans le désert. La Commission travaille actuellement avec d'autres partenaires sur la modélisation des méthodes énergétiques permettant à chaque pays de vraiment adapter le mix énergétique qui est le mieux adapté à sa réalité.





Quelles sont les principales résolutions ou recommandations sur lesquelles vous souhaitez conclure ce forum ?

Je crois qu'en premier lieu, il faut reconnaître qu'il y a beaucoup d'innovations qui se font déjà. Il y a beaucoup de bonnes pratiques, mais cela se trouve encore à une échelle réduite. Et pour arriver à de grandes échelles, il faut des plans d'investissement transparents. Les gouvernements doivent prêcher par l'exemple.

Les plans d'investissement doivent aussi permettre la participation très forte du secteur privé. Le secrétaire général des Nations unies a annoncé il y a plusieurs semaines, que c'était le moment où ne jamais de vraiment faire un grand bond en avant pour la mise en œuvre des ODD. Et pour faire cela, il faudrait à un stimulus dans les ODD. Un stimulus vert et à l'échelle globale, qui donne la priorité aux besoins des pays en voie de développement.

Le monde rural

L'information en vert et bleu

Zombre Oumar (Burkina Faso) ; Doha : Les Pays les Moins Avancés ne veulent « laisser personne en dehors du progrès » ; Le monde rural ; 6 mars 2023. **35**

Pour accéder à l'article : <https://lemonderural.bf/doha-les-pays-les-moins-avances-ne-veulent-laisser-personne-en-dehors-du-progres/>

Après le report de janvier 2022 pour raison de COVID-19, la conférence des pays les moins avancés de la planète se tient pour la 5ème fois sous l'égide des Nations-Unies. La cérémonie d'ouverture ponctuée par des allocutions a eu lieu ce dimanche 5 mars 2023 à Doha au Qatar.

« Ne laisser personne en dehors du progrès », c'est le nouveau credo des pays membres des PMA ou Pays les Moins Avancés. A Doha, 46 pays des PMA traceront les sillons de leur développement pendant 5 jours. Agriculture, économie, infrastructure, digital, emploi, sécurité, tous les sujets en lien avec le développement en général seront abordés au cours des travaux de cette 5ème rencontre du genre.





Lazarus Chakwera Président Malawite et président des PMA

Pour le président Malawite Lazarus Chakwera, président du groupe des PMA, il faut réinventer un nouveau modèle de développement loin des schémas importés. Ce model doit prendre en compte les nouveaux défis de l'heure « notre voie de développement doit surmonter les défis des systèmes de marché mondial dont les règles commerciales et les systèmes financiers sont biaisés. Notre voie de développement est celle de la dévastation que subissent nos économies du faits des effets de la pandémie à COVID-19 et de l'impact du changement climatique ».

36



Photo de famille des participants des PMA

Pour lui, aucun pays ne peut surmonter ces difficultés tout seul. D'où l'appel à la solidarité et à l'entraide entre pays partageant les mêmes défis de développement. Pour le Secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres, les défis des PMA sont nombreux mais peuvent être surmontés. Il reconnaît les inégalités créées par le système économique et financier mondial injuste mais reste déterminé à opérer des reformes pour le rendre plus juste, plus équitable.

60 millions de dollars, l'Emir du Qatar met la main à la poche

En ce qui concerne le climat, la lutte contre la pauvreté, Antonio Guterres appelle à une action collective pour mettre fin à ces fléaux qu'il qualifie de tempête empêchant le développement.



Le Burkina Faso, pays membre des PMA y est présent avec une délégation conduite par la cheffe de la diplomatie burkinabè. La Ministre Olivia R. ROUAMBA a livré son discours hier samedi au cours du sommet de haut-niveau regroupant des chefs d'Etat, de gouvernement et représentant des pays membres ou invités.



Antonio Guterres, SG ONU

37

Pour la ministre, ce rendez-vous des PMA est important, car il permet de poser les problèmes en matière de développement que rencontrent les pays membres. Pour elle, c'est aussi un cadre pour nouer des liens de collaboration avec d'autres partenaires. « Nous traversons une conjecture assez difficile au niveau politique, social, humanitaire et surtout sécuritaire et la question au cœur de ces échanges est de ne laisser personne de côté dans cette marche vers le développement....cette interpellation est faite pour que les pays puissent agir en solidarité et que les pays les plus avancés puissent venir en soutien aux pays les moins avancés» a-t-elle affirmé au cours d'une interview.



Olivia R. ROUAMBA ministre en charge des Affaires Etrangères du Burkina Faso

Pour atteindre les objectifs de développement que se sont assignés les PMA, il faut des moyens pour financer les nombreux projets structurels de ces pays. Le pays de l'événement a dans la foulée annoncé une aide financière de 60 millions de dollars pour soutenir les PMA. Le cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, affirme dans son allocution que cette somme sera répartie en deux parties à savoir 10 millions pour la mise en œuvre du Programme d'action de Doha et 50 millions pour améliorer la résilience dans les pays les moins avancés.





Du potentiel à la prospérité, c'est sous ce thème que se tient cette 5ème rencontre des PMA. Cette rencontre s'achève le vendredi 9 mars 2023.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; AFRIQUE : le Traité sur la haute mer prend en compte les spécificités du continent ; Afrik21, 7 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-le-traite-sur-la-haute-mer-prend-en-compte-les-specificites-du-continent/>



38

Les délégués de la Conférence intergouvernementale sur la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale, viennent d'adopter un Traité international sur la protection de la haute mer. Le document prend en compte les préoccupations des pays du Sud sur la répartition des recettes générées par l'exploitation des ressources génétiques de la haute mer.

Les ressources génétiques marines génèrent de grands espoirs. Dans les eaux profondes, des écosystèmes se développent dans des conditions extrêmes de luminosité, de températures, de pression, et d'acidité. Ces écosystèmes contiennent des molécules très intéressantes pour l'industrie cosmétique et pharmaceutique. Avant le Traité international sur la protection de la haute mer, conclu le 4 mars 2023 par les négociateurs de plus de 100 pays membres des Nations unies, l'accès aux ressources génétiques de la haute mer répondait à la « loi du plus fort », au détriment des pays du Sud dont les moyens financiers et scientifiques sont limités pour des opérations en haute mer.

Aujourd'hui, dans le cadre du nouveau Traité, les États se sont mis d'accord sur un mécanisme qui permet de partager les bénéfices engendrés par l'exploitation des ressources génétiques de ces eaux internationales, suivant le principe d'équité nord-Sud. Une partie des bénéfices sera donc redistribuée à la communauté internationale et aux États du Sud.





Deux décennies de négociations

La question sur les ressources génétiques des grands fonds marins a longtemps été au cœur des négociations internationales sur le Traité international de protection de la haute mer, les pays du Sud ne veulant pas voir s'échapper la manne potentielle liée à l'exploitation de ces ressources. « *C'est un jour historique pour la conservation et un signe que dans un monde divisé, la protection de la nature et des personnes peut triompher de la géopolitique. Nous félicitons les pays d'avoir cherché des compromis, d'avoir mis de côté leurs différences et d'avoir élaboré un traité qui nous permettra de protéger les océans, de renforcer notre résilience face au changement climatique et de préserver la vie et les moyens de subsistance de milliards de personnes.* », se félicite Aliou BA, le responsable de la campagne océan de Greenpeace Afrique.

Les pourparlers sur le Traité international de protection de la haute mer ont débuté en 2004. Le texte est destiné à assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine dans les eaux internationales. La haute mer représente 60% de la surface des océans, soit près de la moitié de la surface du globe. Outre la biodiversité cruciale qu'il abrite, l'océan fournit la moitié de l'oxygène que nous respirons, et limite le réchauffement climatique en absorbant du CO₂. Pourtant, à peine 1 % de la haute mer est aujourd'hui protégée, et l'océan, victime de pollutions, d'acidification ou de surpêche, est en grave danger.

Dès lors le Traité de la haute mer représente l'un des outils permettant d'atteindre l'objectif « 30 pour 30 », qui vise à protéger au moins 30% des océans de la planète d'ici à 2030 en les plaçant dans des zones protégées. Le nouveau traité sera formellement adopté, après la révision technique, et la traduction dans les six langues officielles des Nations unies.



Ouedraogo Paténéma Oumar (Burkina Faso) ; Actu vert : Évitons de polluer nos ressources en eaux ; Sidwaya, 7 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.sidwaya.info/blog/actu-vert-evitons-de-polluer-nos-ressources-en-eaux/>



40

Les unités industrielles sont les principales responsables de la pollution des eaux.

La pollution des cours d'eau, rivières, fleuves, mares, etc. du Burkina Faso est légion par le fait des unités industrielles et aussi des activités humaines (usage des produits chimiques, orpaillage...). Toute chose qui a des conséquences fâcheuses sur l'équilibre de l'écosystème.

Les 24 et 25 février 2023, plus de 200 poissons ont été retrouvés morts dans les eaux du marigot Houet à la hauteur du pont à côté du musée communal à Bobo-Dioulasso dans la région des Hauts-Bassins.

La couleur noirâtre des eaux a conduit les techniciens de l'environnement à avancer l'hypothèse selon laquelle, il s'agit d'une pollution. Selon une source communale, les eaux sales en provenance des unités industrielles de la ville devaient passer par les égouts de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA).

Malheureusement, ces eaux ont emprunté une autre canalisation pour se déverser dans le marigot, parce que l'un des égouts serait bouché. Ainsi, la pollution a occasionné la mort des « silures sacrés » (ces poissons ont été enterrés sur place selon les rites traditionnels) de ce cours d'eau.

Cet incident n'est pas le premier, car, des années antérieures, ces poissons-chats avaient trouvé la mort par dizaines dans ce marigot. Au-delà du fait que la mort de ces poissons peut être un signe annonciateur de malheur selon certains responsables coutumiers de la région, il ne faut pas perdre de vue le déséquilibre écologique occasionné par « catastrophe », est interpellateur.



En effet, dans un contexte écologique fragilisé par le changement climatique et socio-sanitaire où la qualité de l'environnement a un lien direct avec les ressources en eau, disposer d'un cours d'eau naturel dans une ville comme Bobo Dioulasso est d'un intérêt majeur, voire salutaire.



41

La pollution du marigot Houët a occasionné la mort de plus de 200 silures sacrés.

Selon les statistiques de 2011 de la Direction générale des Ressources en Eau (DGRE) du ministère de l'Environnement, de l'Energie de l'Eau et de l'Assainissement, le Burkina Faso dispose de 1794 retenues d'eau. Il s'agit des zones humides naturelles et artificielles qui se localisent toutes dans les bassins hydrographiques et dans les réserves forestières et fauniques.

Les cours d'eau objet de menaces diverses

Les zones humides naturelles comportent les fleuves, cours d'eau, lacs, rivières, mares, plaines d'inondation et bas-fonds. Les zones humides artificielles sont les retenues d'eau de barrages (grands et petits réservoirs), les boulis (mares artificielles) et les terres agricoles irriguées.

Cependant, les cours d'eau du Burkina Faso de façon générale sont l'objet de menaces diverses par la faute l'Homme, au point que la nature en fait parfois les frais. C'est le cas par exemple de la pratique de l'agriculture à proximité de ces cours d'eau où les producteurs se servent des produits phytosanitaires comme les herbicides, les insecticides contenus dans les engrains.

Ces produits chimiques pénètrent le sol jusqu'atteindre le cours d'eau. Il y a également la pollution domestique qui consiste à déverser des ordures et des boues de vidange non loin ou parfois dans ces étendues d'eau. Les fleuves qui traversent les sites d'orpaillage ne sont pas en reste. Ces eaux sont pour la plupart du temps pour séparer l'or des détritus utilisés en plus des produits chimiques (mercure, cyanure).



L'eau polluée retourne par la suite dans le fleuve. Conséquence, l'écosystème de ce milieu aquatique se voit perturbé et entraîne la mort et même la disparition de certaines espèces qui participent à l'équilibre de ce milieu.



L'usage des pesticides dans l'agriculture contribue à polluer les cours d'eau.

42

Certes, le Burkina Faso a mis en place des dispositifs institutionnels comme la politique nationale des zones humides. Le pays a même inscrit certains cours d'eau, lacs, mares et rivières sur la liste du site RAMSAR l'obligeant à assurer la protection de ces lieux.

Toutefois, force est constater que de mauvaises pratiques et d'exploitation continuent toujours de polluer ces sites écologiques. Il va falloir que les autorités s'arment de textes juridiques rigoureux pour assurer davantage la protection de ces plans d'eau.



Le monde rural

L'information en vert et bleu

Zombre Oumar (Burkina Faso) ; L'agriculture, un puissant levier de développement des PMA ; Le monde rural, 7 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://lemonderural.bf/lagriculture-un-puissant-levier-de-developpement-des-pma/>



43

L'agriculture reste un secteur à fort potentiel pour les pays les moins avancés. Véritable pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses, le secteur agricole intéresse de plus en plus les acteurs du secteur privé. Réunis à Doha au Qatar dans le cadre de la 5e conférence des Pays les Moins Avancés, experts en agriculture, agrobusiness-men, et potentiels investisseurs échangent sur la question au cours d'un forum du secteur privé.

Selon les études statistiques de « donnéesmondiales », les pays les moins avancés comptent au total 1,10 milliard d'habitants et la majorité d'entre eux sont originaires d'Afrique. Malgré ce potentiel humain et les millions d'hectare de terres arables, l'agriculture reste encore embryonnaire fautes d'investissements. Peu d'investisseurs privés osent s'y aventurer à cause des difficultés qui jalonnent le secteur. Sècheresse, faiblesse de la mécanisation du secteur, fluctuation à la hausse du prix des intrants agricoles voici autant de défis qui freinent l'essor de l'agriculture dans les pays membres des PMA.



Le présidium



Pourtant, ces défis peuvent être maîtrisés en combinant agriculture, développement rural et innovation. Cela passe par le développement du partenariat public-privé. C'est à travers cette démarche, que des investissements privés et publics nationaux pourront être débloqués pour résoudre les problèmes et soutenir le développement agricole local dans les PMA, notamment en déployant une combinaison de capital catalytique, d'assistance technique pratique, de stratégies d'atténuation des risques et d'engagements directs avec le secteur privé, les banques nationales et les autorités locales pour identifier et développer des projets locaux bancables.



Alexandro Cataldo, expert et producteur agricole

44

Pour le paneliste Alejandro Cataldo, expert et producteur agricole suisse, il n'y a pas de solutions sur mesure pour booster l'agriculture dans les PMA. « Nous devons trouver nos propres solutions à nos défis. Nous devons développer de nouvelles approches qui vont permettre à nos producteurs de produire beaucoup avec peu de moyens. Ainsi, ils auront plus de revenus et plus d'accès à l'information dont ils ont besoin ».

L'expérience du Qatar champion en investissement dans le secteur agricole

Plus de 500 millions de personnes dans le monde sont dans la détresse alimentaire selon les panelistes. Ce nombre pourrait encore augmenter à cause des nombreuses crises de toute sorte qui secouent le monde. Pour sécuriser son approvisionnement en nourriture, le Qatar investit à tour de bras depuis des années dans l'achat de terres arables. Le pays a acquis des terres en France, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, etc. En Australie par exemple, le pays de l'Emir Tamim bin Hamad Al Thani a acheté plus de 22 millions d'hectares.





Le chef du département Sécurité Alimentaire de la Chambre de Commerce du Qatar Mohamed Bin Ahmed M. Al Obaidly

A travers ces acquisitions de terres arables, le Qatar veut ainsi diminuer sa dépendance aux produits extérieurs et assurer sa souveraineté alimentaire. Selon le chef du département Sécurité Alimentaire de la Chambre de Commerce du Qatar Mohamed Bin Ahmed M. Al Obaidly, le Qatar cherche des opportunités dans le secteur agricole. « Le Qatar est à la recherche d'opportunités dans les pays des PMA, nous cherchons aussi les opportunités adéquates pour faire affaire dans le secteur agro-alimentaire et pouvoir exporter ses produits vers le Qatar ». Il ajoute que le Qatar est prêt à accueillir tous ceux qui sont des projets porteurs dans le secteur agricole. Le pays va lever des fonds pour soutenir l'agriculture dans le monde et spécifiquement dans les pays les moins avancés.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; FRADD-9 : accroître les investissements dans des projets d'énergies propres ; Afrik21, 7 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/fradd-9-accroitre-les-investissements-dans-des-projets-denergies-propres/>



46

L'accroissement des investissements dans le secteur des énergies propres, fait partie des douze recommandations contenues dans la Déclaration de Niamey. Le document a été adopté à l'issue de la 9e édition du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-9), qui s'est tenu du 28 février au 3 mars 2023 à Niamey la capitale du Niger. Les travaux de trois jours avaient pour thème central, « accélérer la reprise inclusive et verte après de multiples crises et la mise en œuvre intégrée et intégrale de l'agenda 2030 pour le développement durable et de l'agenda 2063 ».

La Commission économique pour l'Afrique (CEA), le système des Nations unies et les autres partenaires au développement sont appelés à rester mobilisés derrière les États africains dans la poursuite d'une industrialisation fondée sur les ressources locales, y compris la promotion d'une chaîne de valeur minérale pour les batteries au lithium-ion en Afrique. C'est la principale recommandation de la Déclaration de Niamey, adoptée le 2 mars 2023 dans la capitale du Niger, au terme du neuvième du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-9).

Cette recommandation est la deuxième d'un total de douze. Sa thématique se rapproche de celle abordée par la première recommandation, sur des initiatives transformatrices, favorables à une relance verte de la croissance économique. Sur ce point, le président du Niger a interpellé les pays développés. « *Les changements climatiques, auxquels il faut ajouter la dynamique démographique, ont entraîné dans de nombreux pays africains des difficultés qui doivent être résolues si l'on veut que l'Afrique fasse des progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable. Les pays développés doivent jouer leur rôle pour garantir l'accès des pays africains aux financements climatiques, notamment en ce qui concerne le Fonds Climat Sahel.* », souligne Mohamed Bazoum.





Le Fonds pour les pertes et les dommages

Outre les questions liées à l'accès à l'eau et à l'assainissement, à la préservation de la biodiversité et au partage des connaissances scientifiques, les participants du FRAADD-9 ont insisté sur le respect des accords internationaux et la mise en œuvre des résolutions majeures en matière de lutte contre les changements climatiques. C'est le cas du Fonds pour les pertes et les dommages, adopté lors de la COP27 en Égypte. « *Que les efforts entrepris pour créer un Fonds pour les pertes et les dommages portent leurs fruits pour que des ressources puissent être mobilisées pour compenser les pertes croissantes d'infrastructures, d'écosystèmes et de moyens de subsistance dues aux phénomènes climatiques extrêmes qui touchent durement le continent* », lit-on dans la déclaration de Niamey.

Le 9e FRAADD appelle par ailleurs la communauté internationale à respecter ses obligations concernant l'Accord de Paris et à redoubler d'efforts pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre, de sorte que l'humanité puisse continuer à vivre dans un système climatique stable.

La neuvième session du Forum s'est tenue sur le thème : « Accélérer la reprise inclusive et verte après des crises multiples et la mise en œuvre intégrale et intégrée du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons de l'Union africaine ». Ce thème est étroitement lié à celui de la réunion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable 2023, à savoir « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux ». Cette réunion se tiendra du lundi 10 juillet au mercredi 19 juillet 2023 à New York aux États-Unis d'Amérique.

47

Garama Saratou Rabiou Inoussa, la ministre nigérienne de l'Environnement, de la Salubrité urbaine et du Développement durable, en sa qualité de présidente du FRAADD-9, devra présenter les recommandations du forum lors des prochains rassemblements mondiaux sur les objectifs de développement durable (ODD) et le climat. Outre le rendez-vous de juillet prochain à New York, il s'agit aussi du Sommet sur les ODD organisé les 19 et 20 septembre 2023, de la Semaine du débat de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, de la COP28 et des fora mondiaux, régionaux et sous-régionaux sur la mise en œuvre accélérée du Programme 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.



Lenah Bosibori (Kenya) ; A community water project that is changing lives of Kiambu residents ; TalkAFRICA, March 8, 2023.

To acces the article : <https://www.talkafrica.co.ke/a-community-water-project-that-is-changing-lives-of-kiambu-residents/>

Kiambu County, Kenya: For many years Joyce Mawathe used to walk five to ten kilometers looking for water, she never knew that one day this precious resource could be at her doorstep.





Mawathe a mother of three from Roromo village Bibirioni ward Kiambu County is a smiling woman who used all her time looking for water, since the Bibirioni water project was built in the area she is now a happy small-scale farmer.

Access to clean and safe water was a dream to the villagers, until when Plan International came to their rescue by drilling a borehole, a process that involves drilling deep into the earth to access underground water sources.

About 90 percent of the county's water resources consist of both surface and groundwater. Domestic water supply has recorded a noticeable growth over the last 5 years; 35 percent of the population has access to potable water. Water Resources – Kiambu County Government.

Borehole water projects have become increasingly popular in recent years, particularly in rural areas, as they provide a reliable and sustainable source of water. In the past, the villagers around Bibirioni ward had problems since there was no river or dam around the area. The project has enabled Mawathe to plant different types of crops to help her family.

"I am doing small-scale farming to help my family during this dry season," said Mawathe during a visit to the project.

The Bibirioni water project was started in 2002 by Plan International which helped the villagers acquire a plot that the organization later drilled into a borehole that has so far transformed the lives of the village.

48



Low Levels Of Water At Tigoni Dam Where Limuru Water And Sewerage Company Gets Its Water For Processing Which Is Later Sold To Its Customers/Lenah Bosibori.

From the first borehole, they have managed to build three more that are now serving 30,000 people in Bibirioni ward including 8 public schools and five private schools.





To ensure that everybody benefited from the project, they opened 10 (kiosks) small shops that served as water points for people without legal connections.

"Right now we have more than 4,000 individual connections, the whole ward of Bibirioni has water, you cannot walk more than 10 meters without getting water, we have served the whole community," said Michael Karanja, senior chief of Bibirioni ward Kiambu County. Management of the project

Karanja says that they formed three committees consisting of the executive, management, and small committees;

The small committees are made up of people from every village that conveys messages discussed by management to every member of the project. The small committees help in tracking down defaulters to make sure they have paid their bills and help in tracking those doing illegal connections.

"This has worked very well, since 2002 when we opened the first tap of water in this area up to now, we have not experienced a big problem," adds Karanja.

Public-Private Partnerships

By partnering with the government, the project has been able to reap hugely; this by ensuring that the water is not contaminated and by providing technical experts to look after major challenges.

"When we have a technical issue the government sends its technical experts to make sure that everything is working," adds Karanja.

Karanja adds that this project has succeeded for over 15 years because it is owned by the community.

The project has not succeeded without challenges; electricity to pump the water has been the most challenging.



"Pumping the water is very costly, every month we pay up to 1 million shillings, almost half of what we collect from the project," adds Karanja.

Another challenge according to Karanja is the lack of water reservoirs, "People here don't harvest water because they know that it is always in their taps," adds Karanja.

"If electricity fails, within three hours all the water pipes become dry," adds Karanja.

Karanja reiterates that they don't entertain politicians but welcome them to help where they can.

Through the earnings of the project, the management has invested in other projects like the 6-story building which helps in supplementing extra costs when times of disasters.

49





"Bibirioni project came to rescue the people of this area and improve their living standard. If you come on Sunday you will see healthy women who rely on their small business," adds Karanja.

The project has benefited local schools by connecting eight public schools and five private schools at a discounted rate of 20 percent.

"We encourage many of these projects because government alone cannot supply to everybody, currently we are experiencing a drought ad if it continues for the next one month we will be forced to start water rationing to our clients," adds Margaret Maina Executive Director Limuru Water and Sewerage Company.

She reiterates that the biggest challenge is getting back the 15 percent of illegal connections. "Water will be the next war because it is getting scarce and everybody is looking for it," She said.

The project has embraced technology that is used for billing its customers via a small text message. "We send water bills via the system and we can track who is defaulting," added Clement Wainaina the finance manager of the Bibirioni water project.

The project saved women and girls who are the most affected when there is a water shortage, "We now have healthy women doing small projects around here making their small income," Says Karanja.

50



Vert Togo

Hector Nammangue (Togo) ; Karité : 1,3 million USD afin de promouvoir la résilience climatique au Togo et au Burkina Faso ; Vert Togo, 9 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/karite-13-million-usd-afin-de-promouvoir-la-resilience-climatique-au-togo/>



51

L'Alliance Globale du Karité (AGK) a signé un accord d'une valeur de 996 700 USD avec le Fonds africain pour le changement climatique de la Banque africaine de développement (BAD) pour la réalisation d'un projet de deux ans intitulé «Vers des communautés de karité résilientes au climat au Togo et au Burkina Faso». L'AGK apporte un cofinancement supplémentaire de 400 000 USD au projet.

Rita Effah, coordinatrice de l'ACCF à la BAD, a déclaré : «Le karité est un produit alimentaire et cosmétique mondial qui fournit des moyens de subsistance aux communautés africaines.

Il est important de protéger sa chaîne d'approvisionnement en renforçant la résilience climatique et en donnant des moyens économiques aux petits exploitants agricoles, en particulier aux femmes qui collectent et transforment le karité.

Ce projet au Togo et au Burkina Faso renforcera la résilience des communautés et aidera à s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les sexes et aux impacts du changement climatique dans la zone du projet. La lutte contre les inégalités de genre est au cœur de la lutte contre le changement climatique en Afrique.»

Ce projet réduira la vulnérabilité climatique de 7 500 femmes collectrices de karité et de leurs communautés (plus de 30 000 personnes) au Togo et au Burkina Faso en augmentant les revenus générés par des activités comme le karité et l'apiculture et en améliorant les pratiques de gestion des parcs dirigées par les communautés.





«Le climat joue un rôle important dans la vie des femmes en milieu rural car il affecte de manière significative la plus importante source d'emploi pour elles, l'agriculture», a déclaré Simballa Sylla, président de l'AGK.

«Alors que l'AGK fait beaucoup pour atténuer ces problèmes et diversifier les sources de revenus des femmes dans le karité, nous sommes heureux d'obtenir plus de soutien à travers ce projet et de travailler avec le Groupe de la Banque africaine de développement pour fournir des solutions adaptées et transformatrices de genre pour la résilience climatique.»

L'objectif est de donner aux communautés locales les moyens d'acquérir les compétences, les connaissances et les ressources dont elles ont besoin pour parvenir à une production durable de karité et accéder à d'autres moyens de subsistance grâce à des pratiques de transformation respectueuses du climat.

Pour atteindre cet objectif, le renforcement des capacités et l'équipement seront fournis pour renforcer le sens des affaires des femmes collectrices de karité et améliorer la capacité de leurs communautés à restaurer et maintenir les parcs à karité au Burkina Faso et au Togo.



52

Tatianna Meliedje (Cameroun) ; Bassin du Congo : Plus de 65 milliards de FCFA pour la préservation des forêts ; News du Camer, 9 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/bassin-du-congo-plus-de-65-milliards-de-fcfa-pour-la-preservation-des-forets/>





Décidé lors du One Forest Summit qui vient de se refermer au Gabon, ce fonds servira à financer un mécanisme de rémunération des pays exemplaires dans la conservation des forêts et la sauvegarde de leurs stocks vitaux de carbone et de biodiversité, via des certificats biodiversité.

Des chefs d'États, entreprises, scientifiques et membres de la société civile étaient réunis le 1er et 2 mars dernier à Libreville, capitale du Gabon. Ils ont échangé dans le cadre du One Forest Summit, une rencontre née d'un mouvement initié en 2017 par Emmanuel Macron le président français, le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres et le président du groupe Banque mondiale Jim Yong Kim. L'objectif étant d'instituer un cadre nouveau, pragmatique et efficace » pour fournir des « solutions utiles et de terrain sur les sujets écologiques ».

Au terme de deux jours de réflexions au Gabon, les participants ont adopté un document baptisé « le plan de Libreville ». Ce plan s'inspire des principales résolutions de la COP27. L'un des axes majeurs de ce plan, est la création d'un fonds d'une enveloppe de 100 millions d'euros (un peu plus de 65,8 milliards de FCFA). Des promesses de participation ont déjà été enregistrées. La Fondation Walton par exemple a annoncé qu'elle participera à hauteur de 20 millions d'euros, Conservation international injectera 30 millions d'euros et la France 50 millions d'euros. Concrètement, ce fonds servira à financer un mécanisme de rémunération des pays exemplaires dans la conservation des forêts et la sauvegarde de leurs stocks vitaux de carbone et de biodiversité, via des « certificats biodiversité ». Ces certificats pourront être échangés avec des États souverains ou avec le secteur privé « *au titre de contribution à la protection de la nature* ». Le Chef d'Etat français présent à la conférence a aussi fait une promesse. « *Nous allons mettre 100 millions d'euros additionnels pour les pays qui souhaitent accélérer leur stratégie de protection des réserves vitales de carbone et de biodiversité dans le cadre des partenariats* », a déclaré le président français Emmanuel Macron.

53

Les chefs d'entreprises, réunis dans un One Forest Business Forum, ont lancé une initiative qui vise à créer dix millions d'emplois dans les activités liées à la gestion durable des forêts d'ici 2030. Dans l'ensemble, le plan de Libreville ambitionne de concilier développement économique et protection de l'environnement. Ainsi, il annonce l'engagement d'une cinquantaine d'entreprises pour la « *conservation des forêts et [le] développement économique en faveur des populations locales* ». Elles lancent l'initiative 10by30, visant à créer 10 millions d'emplois dans les activités liées à la gestion durable des forêts d'ici 2030. Ceci, en favorisant « *l'agro-foresterie couplée à des activités agro-industrielles* », en adoptant « *les principes de l'économie circulaire* » dans les chaînes d'approvisionnement ou en développant des « *plantations dédiées à l'utilisation du bois de chauffage pour freiner la déforestation* », a fait savoir le président français.

Il faut dire que les forêts représentent 50 à 75 % de la biodiversité terrestre et constituent le deuxième puits de carbone de la planète. Le plan de Libreville prévoit des mesures de protection de la forêt, mais renforce aussi sa marchandisation. Les politiques présents au sommet se sont par ailleurs engagés à stopper la déforestation comme solution efficace dans la lutte contre le changement climatique.



Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Pollution de l'air : L'État sud-africain devant la haute Cour de Pretoria ; Le Papyrus, 13 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://lepapyrus.tg/pollution-de-lair-letat-sud-africain-devant-la-haute-cour-de-preatoria/>



54

Le lundi 13 mars 2023, la haute Cour de Pretoria en Afrique du Sud a décidé d'entendre l'État dans une procédure en appel contre le jugement historique du tribunal de Deadly Air concernant la pollution de l'air dans le Mpumalanga Highveld.

Le jugement du tribunal sur la pollution de l'air a été rendu par la haute Cour de Pretoria en mars 2022, concluant que la mauvaise qualité de l'air dans la zone prioritaire du Highveld (qui s'étend de l'Est du Gauteng à travers le Mpumalanga Highveld) enfreint le droit constitutionnel à un environnement qui ne nuit pas à la santé et au bien-être des riverains.

Le jugement a déclaré que l'article 24 de la Constitution doit immédiatement prévaloir. Le jugement a également ordonné au gouvernement d'adopter des règlements pour mettre en œuvre et appliquer le plan de gestion de la qualité de l'air de la zone prioritaire du Highveld (plan du Highveld), qui vise à purifier l'air dans le Highveld pour répondre aux normes de qualité de l'air fondées sur la santé.

La juge Collis a estimé que le ministre des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement avait l'obligation légale d'adopter ces règlements et que l'on a négligé de façon inacceptable la préparation et la mise en place de règlements pour donner effet au plan Highveld.

L'affaire a été lancée en juin 2019 par le Vukani Environmental Justice Movement in Action (VEM) basé à Emalahleni et le groupe de justice environnementale groundWork, représenté par le Center for Environmental Rights.





Au nom de l'État, le ministre des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement a demandé à la haute Cour l'autorisation d'interjeter appel sur la partie de l'ordonnance relative à l'interprétation de l'article 20 de la loi nationale sur la gestion de l'environnement : loi sur la qualité de l'air (AQA). Il s'agit de la disposition légale relative à l'adoption de règlements pour mettre en œuvre et appliquer les plans de gestion de la qualité de l'air dans les zones prioritaires. L'État ne fait pas appel de la première partie de l'ordonnance relative à la réalisation immédiate de l'article 24 de la Constitution.

VEM et groundWork ne s'opposent pas à la demande d'autorisation de pourvoi devant la Cour de cassation. Bien qu'ils ne croient pas que le ministre ait des chances raisonnables de succès en appel, ils acceptent qu'il existe des raisons impérieuses d'accorder l'autorisation d'appel en vertu du sous-alinéa 17(1)a)(ii) de l'article 10 de la loi de 2013 sur les cours supérieures.

Cela est dû à la nouveauté et à l'importance des questions constitutionnelles soulevées dans cette affaire et à son important intérêt pour le public. Ces motifs impérieux justifient également que l'appel soit entendu par la Cour d'appel, aux termes de l'article 17(6) de la Loi sur les cours supérieures.

La demande d'autorisation d'appel est entendue par le juge Collis en audience virtuelle le lundi 13 mars 2023 à 14h 00, heure d'Afrique du Sud.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Entreprises : 15,3% des femmes font face aux lenteurs dans les promotions ; News du Camer, 13 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/entreprises-153-des-femmes-font-face-aux-lenteurs-dans-les-promotions/>



56

Des aspects liés à la gouvernance tels que le plafond de verre ou l'autorisation préalable du mari sont cités parmi les principaux facteurs, selon une étude réalisée par le Gicam.

Elles sont parmi les meilleures à la sortie du collège et des universités ainsi que des écoles de formation. Mais, une fois dans la vie en entreprises, la réalité est toute autre. D'après une enquête réalisée sur 203 entreprises par le Groupement Interpatronal du Cameroun (Gicam), les femmes sont peu nombreuses à occuper des postes de responsabilité. Seulement 12% dans la catégorie des cadres supérieurs. Bien plus, au plan horizontal, l'enquête relève qu'elles se recrutent dans des domaines comme les ressources humaines, la finance, la comptabilité, le secrétariat etc. Des domaines dont le parcours mène difficilement vers le top management. On note aussi une différence du traitement financier de l'ordre de 23% entre les deux sexes, la difficulté à proposer leurs idées est de 20% et la lenteur dans les promotions 15,3%.

Les raisons de ces inégalités sont diverses. Parmi les facteurs liés à la gouvernance des entreprises, l'étude relève la ségrégation des femmes pour les postes de direction ou plafond de verre. Ce facteur est présenté comme l'un des plus importants dans l'accès des femmes aux postes de direction. L'autorisation de l'époux pour certains postes qui nécessitent par exemple des déplacements est également citée comme empêchant la progression des femmes.



A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, la commission Entrepreneuriat Féminin du Gicam a une fois de plus présenté son plaidoyer. Pour une meilleure représentativité des femmes, ce plaidoyer décline plusieurs actions qui pourraient être menées par les pouvoirs publics en faveur de l'égalité des chances et d'opportunités. L'essentiel des actions serait dans l'optique de faire avancer les mentalités, en mobilisant les médias et établissements scolaires à la cause. Il est notamment proposé de présenter dès le primaire, des figures de l'entrepreneuriat féminin afin d'inclure les programmes qui visent à contrer le modèle dominant machiste du commandement et du leadership. Faire venir par exemple des femmes entrepreneures pour imposer un autre narratif sur le leadership, revoir la formation des conseillers d'orientation dans la perspective d'un nouveau regard. Des concours rétribués et des bourses sur l'entrepreneuriat dans les universités et collèges des concours sont aussi encouragés.

Le Gicam recommande aussi la mise en place d'un mécanisme d'incitation des entreprises à adopter des politiques de promotion du genre, favoriser la mixité en politique. La représentation des femmes au parlement (34%) pourra être un atout pour cette cause.

Le Papyrus

57

Edem Dadzie (Togo) ; Reconnaître le rôle vital des femmes dans la lutte contre les changements climatiques ! Le Papyrus, 14 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/reconnaitre-le-role-vital-des-femmes-dans-la-lutte-contre-les-changements-climatiques/>



Face à l'impact des changements climatiques sur le vécu des femmes et au rôle de premier plan qu'elles jouent ou peuvent jouer dans l'action climatique, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) appelle à leur accorder la place qu'elles méritent. Les femmes peuvent en effet apporter beaucoup dans ce long combat.





L'action climatique requiert 100 % de la population

Les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale, mais elles sont souvent exclues des tribunes qui permettent d'échanger sur les changements climatiques. Mais si l'on veut atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius, il faut que tout le monde soit de la partie. Cela signifie que davantage de femmes et de filles doivent être responsabilisées et impliquées.

L'on a besoin que les femmes, dans toute leur diversité, soient impliquées à tous les niveaux, des négociations sur le climat aux salles de Conseil d'administration en passant par les forêts et les champs, en particulier dans les secteurs et les régions durement touchés par les ravages du changement climatique.

Les femmes autochtones, en particulier, ont été à l'avant-garde de la conservation de l'environnement et possèdent des connaissances et une expertise inestimables qui peuvent contribuer à renforcer la résilience et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. En incluant davantage de femmes dans l'action climatique, nous pouvons créer un avenir plus durable et plus équitable pour tous.

L'autonomisation des femmes est synonyme de meilleures solutions climatiques

Les femmes représentent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. Lorsqu'elles bénéficient du même accès aux ressources que les hommes, les femmes peuvent augmenter leurs rendements agricoles de 20 à 30%. Ce gain de productivité permet non seulement d'améliorer la production agricole totale de 2,5 à 4%, mais aussi de réduire la faim dans le monde de 12 à 17%, selon les Nations unies.

58

L'autonomisation des femmes dans l'agriculture peut également avoir un impact positif sur l'adaptation au climat. En fournissant des technologies et des ressources appropriées, l'on pourrait promouvoir des pratiques agricoles et de conservation plus durables. Et en réduisant la pauvreté, l'on peut aider les individus à mieux s'adapter aux effets du changement climatique.

L'investissement dans les femmes et les filles a des effets bénéfiques considérables sur les communautés et les pays. En fait, certaines recherches montrent que les pays où les femmes sont fortement représentées au Parlement sont plus enclins à ratifier les traités internationaux sur l'environnement.

Les femmes sont essentielles pour renforcer la résilience climatique des communautés

Lorsqu'il s'agit de renforcer la résilience climatique des communautés, il est essentiel d'impliquer les femmes. En fait, les Nations unies signalent que les communautés réussissent mieux à mettre en place des stratégies de résilience et de renforcement des capacités lorsque les femmes font partie du processus de planification.

En outre, les femmes sont généralement les premières à réagir aux catastrophes naturelles, elles jouent un rôle de premier plan dans la réduction des risques de catastrophe et contribuent au relèvement après la catastrophe en répondant aux besoins de leur famille et en renforçant la cohésion de la communauté.

En impliquant les femmes dans la planification communautaire et les efforts de réponse aux catastrophes, les pays peuvent construire des communautés plus fortes, plus résilientes et mieux équipées pour faire face aux défis du changement climatique.





Le changement climatique affecte tout le monde, mais pas de la même manière

Les changements climatiques touchent tout le monde, mais pas de la même manière. Il est bien établi que le changement climatique a un impact plus important sur les personnes les plus vulnérables de la planète, que ce soit dans les pays développés ou en développement, et qu'il exacerbe les inégalités existantes. Les femmes sont souvent confrontées à des risques plus élevés et à des charges plus lourdes en raison de la pauvreté et des rôles, responsabilités et normes culturelles existants.

Par exemple, dans de nombreuses sociétés, les femmes sont responsables de l'énergie, de la nourriture, de l'eau et des soins aux jeunes et aux personnes âgées. Dans les pays en développement en particulier, les conséquences du changement climatique peuvent alourdir le fardeau des femmes et des jeunes filles, par exemple en les obligeant à parcourir de plus grandes distances pour s'approvisionner quotidiennement, en leur laissant moins de temps pour un travail rémunéré et en les exposant potentiellement à des risques accrus pour leur sécurité personnelle.

Mais voici la bonne nouvelle : investir dans l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes présente des avantages considérables, notamment la préservation de l'environnement, la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Et en abordant le changement climatique sous l'angle de l'égalité des sexes, l'on peut également défendre les droits des femmes et promouvoir une plus grande égalité entre les sexes.

Les pays reconnaissent l'importance du genre dans la planification climatique

La bonne nouvelle est que les femmes et les filles sont de plus en plus habilitées à contribuer à l'action climatique et à en tirer profit. Dans le cadre du processus des Nations unies sur les changements climatiques, de nombreux pays ont expliqué comment ils intègrent la dimension de genre dans différents secteurs prioritaires de leurs plans d'action nationaux sur le climat (contributions déterminées au niveau national) et de leurs plans nationaux d'adaptation.

59

Le plan d'action pour l'égalité des sexes adopté par les gouvernements, parties à la CCNUCC appelle à une participation pleine, égale et significative des femmes au processus climatique international et à leur garantir un rôle de premier plan dans la prise de décision et dans l'action climatique

En 2012, les gouvernements, parties à la CCNUCC ont adopté un objectif d'équilibre entre les sexes dans les délégations nationales et dans les politiques et actions nationales en matière de climat. Depuis lors, ONU Climat veille chaque année à la composition par sexe des délégations nationales et des organes politiques et décisionnels dans le cadre du processus de l'Accord de Paris.

Ce qu'il faut maintenant, c'est que les pays soient renforcés dans la manière dont ils cherchent à atteindre la parité hommes-femmes dans les politiques climatiques locales, nationales et internationales et dans les rôles décisionnels.



NEWS BLOG WORLD

Badylon Kawanda Bakiman (RDC) ; RD Congo : le gouvernement à pied d'œuvre pour le développement de 145 territoires ; News Blog World ; 15 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://newsblogworld.info/2023/03/15/rd-congo-le-gouvernement-a-pied-doeuvre-pour-le-developpement-de-145-territoires/>



60

Depuis 2021, le gouvernement central de la République démocratique du Congo (RDC) est à pied en menant, petit à petit, des actions de nature à développer tous les 145 territoires que compte le pays.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'un programme ambitieux intitulé " Programme de développement local des 145 territoires".

Dans la province du Nord-Kivu dans l'Est de la RDC par exemple, le gouverneur militaire Constant Ndima avait lancé la première phase de ce programme en septembre 2022 à Sake, territoire de Masisi.

Ici, 48 écoles primaires et 34 centres de santé sont en construction.

Le chef d'antenne du Bureau central de coordination (BCECO)/Nord-Kivu, Jean-Bosco Kasusula a expliqué que ces ouvrages seront construits dans les six territoires du Nord-Kivu pour un coût d'environ 10 millions USD.

Le gouvernement affirme qu'à travers le programme de développement de 145, au total 82 projets sont prévus au Nord-Kivu.





Dans la province de Mongala (Nord-ouest du pays), plus 20 constructions des infrastructures éducatives, sanitaires et administratives gérées par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) dans le cadre du Programme précité sont actuellement à pied d'œuvre.

Blaise Mongo Bosekonzo, vice-gouverneur de Mongala, avait donné le coup d'envoi le vendredi 04 novembre 2022 par la pose de la première pierre à l'EP 2 Etabe Augustin à Ebonda dans le territoire de Bumba.

61

De son côté, la province du Kwango, dans le sud-ouest de la RDC, est en train de réhabiliter des infrastructures routières agricoles, car considérées comme prioritaires.

Il s'agit d'abord de la route provinciale de l'axe Kenge-Mawanga exécutés par l'entreprise «Alliance des bâtisseurs du Congo», une des entreprises du droit congolais, avec coût global de 12.593.412.90 \$.

Là, le lancement des travaux était effectué en décembre 2022 par le vice-gouverneur Saturnin Tangandandu.

«Cette route présente un grand atout pour la province du Kwango, celui de réunir tous les 5 territoires afin de permettre le développement de cette entité», a déclaré le vice-gouverneur lors du lancement des travaux.

Adopté lors de la trente-quatrième réunion du Conseil des Ministres tenue le 24 décembre 2021, ce programme vise à réduire les inégalités spatiales et à transformer les conditions et cadres de vie des populations congolaises vivant dans les territoires ruraux jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.





Le gouvernement tient ainsi à atteindre les Objectifs de développement durables (ODD) 3, 4,1 et 9 qui font partie de "L'agenda 2030" des Nations Unies.

Ces ODD 3, 4, 1 et 9 prônent respectivement une bonne santé et un bien être ; une éducation de qualité ; une pauvreté zero ainsi que des industries, des innovations et des infrastructures de qualité.

62

«En dépit de l'adoption de plusieurs stratégies de réduction de la pauvreté et de soutien à la croissance visant à offrir des meilleures perspectives de développement humain à nos populations, les progrès sont restés faibles», indique le document relatif au "Programme de développement local de 145 territoires".

Selon ce document, plus de 7 congolais sur 10 continuent à vivre à ce jour sous le seuil de pauvreté multidimensionnelle, avec des fortes disparités entre les villes et le monde rural.

Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Agenda 2030 des Nations Unies : l'heure est à la solidarité, au leadership et à l'engagement ! ; Le Papyrus, 16 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://lepapyrus.tg/agenda-2030-des-nations-unies-lheure-est-a-la-solidarite-au-leadership-et-a-lengagement/>

La neuvième session du Forum régional africain sur le développement durable (FRADD-9) s'est tenu à Niamey la capitale du Niger du 28 février au 2 mars 2023. La rencontre a permis de réfléchir à comment accélérer la reprise inclusive et verte après de multiples crises et à la mise en œuvre intégrée et intégrale de l'Agenda 2030 des Nations unies pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.



Non seulement le continent africain souffre de son retard en matière de développement, mais aussi, il souffre de chocs exogènes, notamment le changement climatique (alors qu'il pollue peu), la guerre russo-ukrainienne et ses corollaires (alors que le continent ne veut pas de cette guerre), le terrorisme etc... Il y a une crise sans précédent du coût de la vie qui a plongé quelques 23 millions de personnes en Afrique dans l'extrême pauvreté en 2021 selon les Nations unies.



Vue partielle des participants (crédit photo : Africa 21)

63
« Nous sommes dans une ère de crises multiples, les pays africains ont peu de ressources, et leurs capacités de mobilisation de ressources a été réduite en raison de crises multiples. Il y a la crise de la Covid-19 et la guerre qui perdure en Europe avec un impact très prononcé sur les chaînes d'approvisionnement en ce qui concerne l'alimentation, le prix des énergies. Tout cela a un impact très néfaste sur les populations et les économies », a relevé Jean-Paul Adam, directeur de la Division technologie, changement climatique et gestion des ressources naturelles à la CEA.

« Nous nous réunissons au Sahel où l'urgence climatique exacerbé une insécurité croissante, la propagation du terrorisme et une situation humanitaire catastrophique. Nous nous dirigeons actuellement vers 2,7 degrés Celsius de réchauffement, ce qui pourrait se traduire par une perte de près de 15% du PIB dans la région du Sahel », a indiqué Amina Mohammed, secrétaire générale adjointe des Nations unies.



Le président Mohammed Bazoum du Niger à l'écran (crédit photo : Africa 21)





Au-delà du continent dans son ensemble qui subit de plein fouet les conséquences des différentes crises mondiales, le Sahel, et dans une certaine mesure, la corne de l'Afrique sont les zones les plus sinistrées. Alors qu'il reste sept ans pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) pour éradiquer l'extrême pauvreté, les inégalités, la faim, la destruction des ressources naturelles, réduire l'impact du changement climatique, renforcer la coopération internationale et la paix etc... on a plutôt l'impression que le fossé se creuse davantage. Atteindra-t-on les ODD en 2030 ? Où faudra-t-il les reconduire ? Et au niveau africain, où en est-on exactement avec l'agenda 2063 ? L'on ne sent pas véritablement une synergie d'action entre les dirigeants du continent et leurs populations pour sa concrétisation.

D'ailleurs, les populations sont-elles suffisamment sensibilisées et informées sur les exigences de l'agenda 2063 ? « À mi-parcours des Objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063, nous sommes loin d'être là où nous devons être », a reconnu Amina Mohammed. Cela n'est pas surprenant. Ce que vivent les populations confirme cette déclaration. Mais, poursuit la vice-secrétaire générale des Nations unies : « Ce n'est pas le moment de désespérer. Au contraire, l'heure est à la solidarité, au leadership et à l'engagement dans les actions que nous devons entreprendre pour mettre en œuvre ces agendas ».



Jean-Paul Adam (crédit photo : Nations unies)

64

Selon elle, grâce à des solutions dirigées par des Africains, nées sur le sol africain, il est possible de changer de cap et de relever le défi de l'Agenda 2063 et des Objectifs de développement durable. Cela veut dire qu'il faut identifier les Africains qui s'investissent sur le terrain pour faire bouger les lignes et leur apporter un soutien tant technique que financier. Beaucoup abandonnent faute de moyens. Alors que les moyens existent. « *Nous devons réfléchir à comment enclencher une relance verte, permettre aux pays africains de restructurer leurs économies autour de la vraie valeur des ressources naturelles, développer les chaînes de valeurs d'une manière qui permet d'utiliser pleinement les avantages de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf)* », a préconisé Jean-Paul Adam.

L'accord de libre-échange continental a le potentiel de sortir 30 millions de personnes de la pauvreté extrême selon les Nations unies. Qu'attendent alors les dirigeants pour favoriser une opérationnalisation réelle de la Zlecaf ? La rencontre de Niamey doit avoir le mérite de sortir les pays africains de la léthargie. Pour rappel, le forum a été organisé conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le gouvernement du Niger, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement (BAD) et d'autres entités du système des Nations unies.





Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; RDC : une étude est lancée pour déterminer le patrimoine forestier du pays ; Afrik21, 16 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/rdc-une-etude-est-lancee-pour-determiner-le-patrimoine-forestier-du-pays/>



65

Le ministère RD congolais de l'Environnement et Développement durable a procédé le 14 mars 2023 à Kinshasa, au lancement officiel de l'étude sur le capital forestier national. Cette étude qui durera un an, vise à déterminer les potentialités écologiques, économiques et sociales des massifs forestiers de la République démocratique du Congo (RDC).

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) veut avoir des connaissances détaillées sur son patrimoine forestier. C'est tout le sens à donner à l'atelier national de lancement de l'étude sur le capital forestier de la RDC, organisé le 14 mars 2023 à Kinshasa par le Secrétariat général à l'Environnement et Développement durable (SG-EDD) ainsi que le Secrétariat général à l'aménagement du territoire (SG-AT), en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) et l'appui du Fonds national REDD+ (FONAREDD).

« La RDC joue un rôle important dans la lutte contre le changement climatique. Elle est la solution pour la crise climatique. Cette étude permettra de déterminer les potentiels écologiques de conservation économique et sociale des massifs pour l'ensemble de la RDC ; de produire des informations cartographiques qui seront réunies dans un atlas commenté et de formuler des propositions concrètes des différents types des forêts du pays » explique Joseph Ezpu, Team Leader croissance inclusive et Développement durable du PNUD en RDC.

Pilotée techniquement par le ministère de l'Environnement et Développement durable, à travers son Secrétariat général, cette étude sera menée pendant un an. Elle est financée à travers le Fonds national REDD+ (FONAREDD) de la RDC.





La conservation des forêts de la RDC est déterminante pour les objectifs climatiques fixés à l'échelle mondiale. Avec 60% des forêts du bassin du Congo, le pays possède 31,6 millions d'hectares d'aires protégées, 14,7 millions d'hectares des concessions de conservation, et 2,8 millions de concessions des forêts des communautés locales.

El Watan-dz .com

Nassima Oulebsir (Algérie) ; Forêts : « Menace » sur le patrimoine forestier ! El Watan, 19 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://elwatan-dz.com/forets-menace-sur-le-patrimoine-forestier>



Photo : D.R.

66

Avec une superficie forestière de 4,1 millions d'hectares, l'Algérie est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique en matière de forêts. Selon l'inventaire forestier national qui date de 2008, toujours pas actualisé, les terres forestières, c'est-à-dire les forêts, maquis et reboisements, représentent 16,7% du nord du pays, soit exactement 4 115 908 hectares.

La répartition de cette superficie par types de formations fait apparaître, d'abord, selon la direction générale des forêts (DGF), la prédominance des maquis et des maquis arborés qui couvrent quelque 2 000 000 hectares, soit 58,7% du total des formations forestières.





Ces chiffres témoignent de l'état de dégradation des forêts, réduites sur 58,7% de leur superficie en maquis et maquis arborés, qui sont en grande partie à faible densité.

D'où, toujours selon la DGF, «des besoins importants en reconstitution des forêts par reboisement des maquis et des maquis arborés dans le but du renforcement de leur rôle de protection et de production». Ensuite, les forêts proprement dites, c'est-à-dire forêts et reboisements, couvrent 42% du total des formations forestières.

La répartition de la strate arborée par types de peuplements fait ressortir, enfin, la prédominance des peuplements d'âge moyen (perchis et jeunes futaies), qui représentent 43%, et en second lieu celle des peuplements âgés (vieilles futaies), qui représentent 36%.

Un contexte inquiétant

Des données chiffrées communiquées dans un contexte qui continue d'enregistrer les impacts désastreux de l'été 2021 et l'été 2022. Un patrimoine endommagé. Le bilan de 2021 démontre l'état des lieux lamentable.

La superficie totale parcourue par le feu est estimée, selon le bilan de la DGF, à 100 101 hectares engendrés par 1631 foyers d'incendie dans le pays. Le bilan 2022 était aussi désastreux avec plus de 800 hectares ravagés. Et la particularité des ces feux est le nombre important de victimes humaines qu'ils ont causé.

A l'approche de l'été, on annonce un plan de communication national préalable et préventif pour lutter contre les incendies de forêt et les récoltes agricoles et faire face aux différents dangers. Le groupe Sonelgaz et la DGF préparent aussi un plan d'action commun qui devrait être concrétisé dans peu de temps.

67

Aux conséquences absolument fâcheuses, les feux de forêt exacerbent fortement le processus de dégradation du patrimoine forestier, déjà fragilisé par un contexte climatique hautement défavorable.

Si en valeur absolue les superficies brûlées restent relativement faibles au regard d'autres pays du bassin méditerranéen, la rareté des forêts et la désertification font que les incendies ont un impact particulièrement désastreux, sachant que le taux de boisement national est moins de 2%.

Une campagne nationale de boisement et de reboisement a d'ailleurs été lancée depuis octobre dernier. Elle prendra fin en ce mois de mars, et en parallèle, le projet de loi portant régime général des forêts, encore en élaboration, n'a toujours pas vu le jour.

Ce projet de loi comprend plusieurs mesures permettant de relancer ce secteur, notamment l'ouverture du champ d'investissement et l'imposition de sanctions sévères pour protéger ces espaces des agressions. Rappelons enfin que le thème retenu cette année à l'occasion de la Journée internationale des forêts est «Les forêts et la santé».





Hishem Boumedjout (Algérie) ; Un rapport de l'ONU met en garde contre un paysage catastrophique dû au changement climatique ; aljazeera, 20 mars 2023.

Pour accéder à l'article :

https://www.aljazeera.net/amp/science/2023/3/20/%D8%AA%D9%82%D8%B1%D9%8A%D8%B1-%D8%A3%D9%85%D9%85%D9%8A-%D8%AD%D9%88%D9%84-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%BA%D9%8A%D8%B1%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%A7%D8%AE%D9%8A%D8%A9-%D9%8A%D8%AF%D8%B9%D9%88?fbclid=IwAR3aizZ90BLMu-tS2rG21IK6uaq4LmvhYMvMvsqxtMeK_7C_X6wdNNvXCss

حدد شروطاً للتعافي.. تقرير أممي يحذر من مشهد كارثي بسبب التغيرات المناخية



68

تعتمد استخدام الطاقات النظيفة من أساسيات التأقلم مع التغيرات المناخية والتخفيض منها (بيكسابي)

في تقريرها الصادر اليوم الاثنين بشأن التأقلم مع آثار التغيرات المناخية-(IPCC) أكدت الهيئة الحكومية الدولية المعنية بتغير المناخ والتخفيض منها والموجه لصناعة القرار- ضرورة دعم مزيد من العمل البيئي وتسريعه لضمان الوصول إلى الحد الأدنى من انبعاث الغازات الدفيئة.

ومن ج مؤلفو تقرير الهيئة التابعة للأمم المتحدة-الذين ناهز عددهم 100 عالم وباحث- بين التحدي من مشهد كارثي مستقبلاً في حالة بقاء الوضع على ما هو عليه، وبين وجودأمل كبير في التعافي إذا تمكنت دول العالم من توفير الشروط الضرورية لتحقيق ذلك.

وجاء هذا التقرير بعد عدة أيام من توقيع حكومات دول العالم على اتفاق تاريخي لمسودة قانون أعلى البحار الذي سيضمن تسخير الموارد البيئية للبحار والمحيطات التي لها دور محوري في التخفيف من آثار التغيرات المناخية



في تقريرها الصادر اليوم الاثنين بشأن التأقلم مع آثار التغيرات المناخية-(IPCC) أكدت الهيئة الحكومية الدولية المعنية بتغير المناخ والتحفيض منها والموجه لصناعة القرار- ضرورة دعم مزيد من العمل البيئي وتسريعه لضمان الوصول إلى الحد الأدنى من انبعاث الغازات الدفيئة.

ومرج مؤلفو تقرير الهيئة التابعة للأمم المتحدة -الذين ناهز عددهم 100 عالم وباحث- بين التحذيف من مشهد كارثي مستقبلا في حالة بقاء الوضع على ما هو عليه، وبين وجود أمل كبير في التعافي إذا تمكنت دول العالم من توفير الشروط الضرورية لتحقيق ذلك.

وجاء هذا التقرير بعد عدة أيام من توقيع حكومات دول العالم على اتفاق تاريخي لمسودة قانون أعلى البحار الذي سيضم تسيير الموارد البيئية للبحار والمحيطات التي لها دور محوري في التحفيض من آثار التغيرات المناخية.

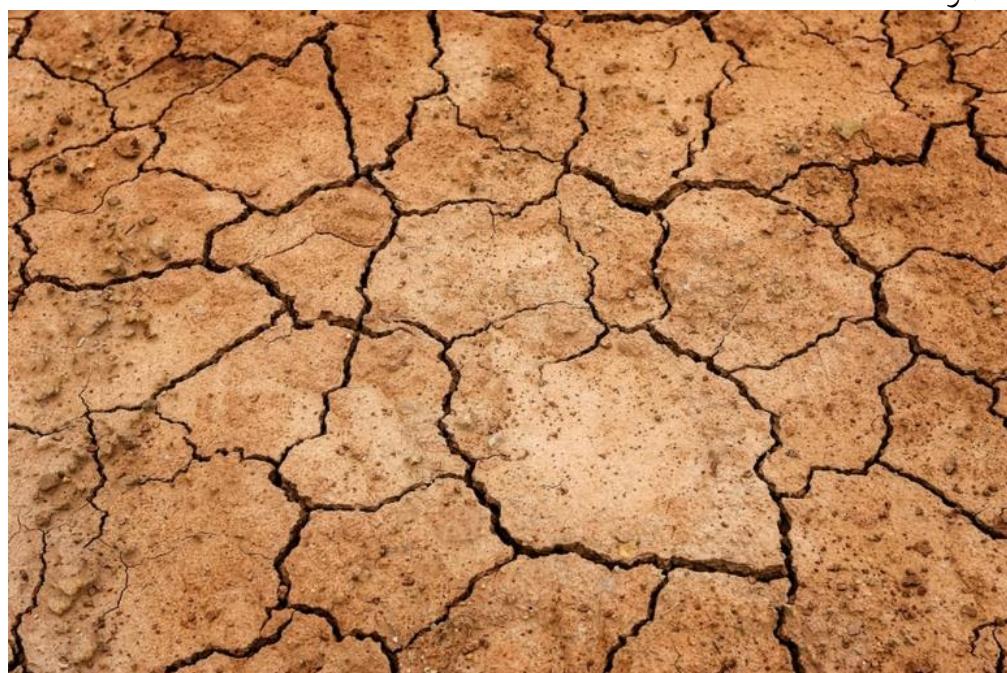
مطالبة الحكومات بمزيد من العمل البيئي

وقال رئيس الهيئة الكوري الجنوبي هاوسونغ لي -في البيان الصحفي الصادر حول التقرير- إن "ضمان مزيد من العمل البيئي وتوحيد جهود الحكومات سيساهم ليس فقط وضع حد لفقدان التنوع البيولوجي، ولكن حتى البشر سيعود عليهم ذلك بكثير من الفائدة. هذا التقرير الملخص الموجه لصناعة القرار يشكل نداء عاجلاً لدعم العمل البيئي، وإذا اطلقتنا في مزيد من العمل حالياً يمكننا ضمان مستقبل آمن للعيش على هذا الكوكب".

وأضاف البيان "في عام 2018، كانت الهيئة الدولية الحكومية للتغيرات المناخية قد دعت إلى العمل على تحفيض متوسط درجة حرارة كوكب الأرض بـ 1.5 درجة. لكن بعد مرور 5 سنوات، أصبح هذا المطلب بعيد المنال، لأن مستوى انبعاث الغازات الدفيئة لا يزال في أعلى مستوياته".

وأشار إلى أنه "طوال أكثر من قرن من النشاط الصناعي غير العادل الذي يعتمد أساساً على المحروقات واستغلال الموارد بطرق غير مستدامة، والذي كان سبباً في ارتفاع مستوى حرارة الأرض مقارنة بالفترة ما قبل الثورة الصناعية كانت النتيجة وخيمة على الطبيعة وعلى البشر على حد سواء".

69



الظواهر المناخية المتطرفة زادت 15 مرة خلال العشرينة المنصرمة (بيكسابي)

"من جهتها، قالت أديتي موخرجي من النبيال -وهي إحدى المشاركات في إعداد التقرير- في البيان الصحفي "تطبيق العدالة المناخية مهم جداً لأن الذين لم يتسببوا في هذه الظاهرة يعانون أكثر من غيرهم من تأثيراتها في مختلف أصقاع العالم".



وأضافت أن "نصف سكان العالم يعيشون في مناطق متضررة من التغيرات المناخية، فخلال السنوات العشر الأخيرة، زاد عدد الوفيات بسبب الفيضانات والجفاف والأعاصير بمعدل 10 مرات".

وحسب ما جاء في التقرير، فإن ارتفاع درجة حرارة الكوكب تسبب أيضاً في ارتفاع مستوى سطح البحر، فمن 0.6 ملم إلى 2.1 ملم في الفترة الممتدة من 1901 إلى 1971، أصبح مقدار الارتفاع ما بين 0.8 إلى 2.9 ملم بين عامي 1971 و2006.

كما تسببت التغيرات المناخية في زيادة تفشي الأمراض النفسية والتنفسية وزيادة انتشار بعض الأمراض المعدية وتقلص مساحات بعض الجزر التي أصبح بعضها مهددة بالاختفاء في المستقبل البعيد.

لكن العشريـة المـقبلـة تـعـتـرـب جـدـ حـاسـمـة وـفـي غـاـيـةـ الـأـهـمـيـة منـ أـجـلـ تحـدـيـدـ وجـهـةـ السـفـيـنةـ وـقـيـادـتـهاـ نحوـ بـرـ الـأـمـانـ، وـفـقـ التـقـرـيرـ الـذـيـ اـسـتـعـرـضـ عـدـيـداـ مـنـ النـشـاطـاتـ وـالـسـيـاسـاتـ الـتـيـ يـمـكـنـ اـعـتـمـادـهاـ وـتـسـرـيـعـ تـفـيـذـهاـ لـتـحـقـيقـ كـلـ ذـلـكـ.



70

ضرورة الاعتماد على البحوث العلمية والمعارف التقليدية لإرساء سياسات التأقلم مع التغيرات المناخية والتخفيف منها (بيكسابي)

مفاهيم التنمية المستدامة والتخفيف من انبعاث الغازات الدفيئة

وعرض التقرير ما يمكن لحكومات دول العالم دعمه والعمل عليه من سياسات من شأنها التخفيف من انبعاث الغازات الدفيئة وإرساء قواعد متينة للتنمية المستدامة، والمتمثلة أساساً في الاعتماد على الطاقات النظيفة، وتقليل الاعتماد على وسائل النقل الملوثة للهواء مقابل دعوة الناس إلى الاعتماد أكثر على المشي واستعمال الدراجات الهوائية قدر الإمكان لأن المدن تعتبر مصدراً مهماً في انبعاث الغازات الدفيئة.

كما دعا التقرير إلى الاعتماد أكثر على المعرفة والبحوث العلمية في تخصصات التنمية المستدامة والطاقة النظيفة وتطبيقاتها على أرض الواقع والاستفادة من الموروث المعرفي والثقافي للشعوب الأصلية في استغلال الموارد البيولوجية بطريقة مستدامة.

يضاف إلى ذلك أن تغيير طرق إنتاج الغذاء، وإعادة تهيئة الأراضي الجافة وإحيائها، والاستغلال العقلاني للموارد المائية بطرق مستدامة من بين مفاهيم تخفيف انبعاث الغازات الدفيئة التي ركز عليها التقرير.

وفي البيان الصحفي، قال كريستوف تريسيوس أحد معدى التقرير. إن ضمان التمويل الكافي هو حجر أساس لتطبيق كل السياسات التي جاء بها التقرير، إذ إن "تفعيل وتسريع العمل البيئي يتطلب أساساً توفير الموارد المالية اللازمة؛ وبدونها لا يمكننا تحقيق الكثير".





وأوضح التقرير أنه حتى تكون السياسات التي تضعها الحكومات فعالة وناجحة يجب إشراك المجتمع المدني في إعدادها وتنفيذها واستقطاب القطاع الخاص الذي يعتبر رافدا مهما في تمويل برامج التنمية وتحطيم المشاريع.



Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC : le recyclage des déchets une innovation pour booster l'entrepreneuriat vert ; NaturelCD, 21 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2023/03/21/rdc-le-recyclage-des-dechets-une-innovation-pour-booster-lentrepreneuriat-vert/>

Le monde célèbre chaque 18 Mars la journée de recyclage. En RDC, des initiatives de jeunes s'engagent et innovent dans le recyclage des déchets dans différentes villes du pays.



Logo de l'ONG Mazingira safi

71

A Butembo KAMBALE MUDOGO Akim Environnementaliste focalisé dans le recyclage des déchets plastiques, il est le Coordonnateur de l'ONG OPEDIC » Organisation pour la Protection de l'Environnement et Développement Integral au Congo ». Ce dernier axe ses activités sur la transformation des déchets à plastiques en pavés et en carburant pour les engins roulant. Ce jeune talentueux de la ville de Butembo au cours d'une interview accordée à la presse, a fait savoir qu'avec des déchets, des bouteilles en plastiques visibles fréquemment dans les poubelles, des rivières, terrassés et ceux qui sont jetés dans plusieurs endroits publics on peut produire des pavé écologique et du carburant. Pour lui chaque citoyen a le devoir de bien garder ses déchets soit dans sa parcelle soit lors de son déplacement car les déchets à plastiques sont aussi bénéfique pour l'être humain.





Carburant obtenu grâce à la transformation de déchets plastiques produit par l'OPEDIC en RDC

Sur le plan économique les déchets à plastiques aident à la rentabilité ou au revenu économique dans nos familles, témoignage Gérôme jeune garçon de la ville de Goma qui ramasse le déchets à plastiques et le revends aux transformateurs. « Avec le ramassage des déchets à plastiques en ville j'arrive à acheter des paires de souliers et à contribuer à la ration alimentaire de ma famille » indiqué-t-il.



72

De l'autre côté Madame Juliette Biswaza revendeuse des bouteilles en plastiques au bord du lac Kivu vers le marché Kituku, celles-ci signale que le recyclage est un bon métier qui mérite l'apprentissage à tout le niveau et rentable. « J'ai des enfants que je scolarise grâce au recyclage des déchets plastiques, je le nourri avec ça, c'est le seul métier qui me donne à manger. Ces plastiques réutilisés sont revendus pour plusieurs causes : emballages pour l'essence, pour l'huile, pour le pétrole, pour l'eau, et beaucoup d'autres liquide.

Akim de l'opedic appelle le gouvernement congolais à intervenir dans le recyclage pour créer plus d'emplois à la jeunesse actuelle. Cette ONG appelle aussi la population à comprendre la gestion des bouteilles en plastiques pour profiter de plusieurs opportunités qui se présente devant elle. Cet appel a été lancé à l'occasion de la journée internationale du recyclage célébrée chaque le 18 Mars de l'année.





Photo à la plage KITIKU vente des bouteilles plastiques pour réutiliser naturelcd.net

A Goma des jeunes regroupés au sein de l'ONG Droites Environnement et Citoyenneté « DEC Organisation » se mobilisent pour l'éducation environnementale et l'écocitoyenneté de la population de Goma à travers le ramassage des déchets à plastiques dans la ville de Goma. Non seulement pour l'assainissement de la ville mais aussi pour trier et recycler les déchets à plastiques la ville.

Emmanuel Ndimwiza Murhonyi, Sociologue et coordonnateur de DEC Organisation depuis la ville de Goma dans une interview avec naturelcd.net :

Naturecd.net : Qu'est-ce que le recycler ?

Emmanuel: Recyclage vient du verbe « Recycler » qui signifie trier ou mettre de côté. Le recyclage est une méthode de traitement des déchets de certains produits plastiques ou non qui sont arrivés à la fin de leur utilisation ultérieure, ce qui permet de réintroduire certains de leurs matériaux dans la production de nouveaux produits. Notons que les matériaux recyclables comprennent certains métaux, plastiques et cartons, le verre, les gravats,

73

Recycler c'est aussi la réintroduction directe d'un déchet dans le cycle de production dont il est issu, en remplacement total ou partiel d'une matière première neuve. Pour le cas de notre organisation, nous procédons toujours par étape, le ramassage des plastiques et nous planifions déjà le recyclage de ces plastiques dans les jours qui viennent.



Récolte des déchets à plastic pour recyclage en ville de Goma: photo tiers



Le recyclage concerne ; les plastiques (bouteilles, flacons, pots de yaourt, barquettes, sacs plastiques) ; les cartons et les papiers (emballages, journaux, magazines, publicités) et enfin le verre (bouteilles en verre, pots de yaourt, pots de moutarde, flacons, pots, ampoules, vaisselle). Pour DEC Organisation, nous nous intéressons beaucoup plus de déchets plastiques car leur impact sur l'environnement est énorme, ils pèsent énormément sur la destruction de l'environnement.

Naturelcd.net: Comment recycler?

Emmanuel: Nous trions tous les emballages et le papier ; pour les emballages en plastique, seuls les bouteilles et les flacons doivent être triés ; les papiers et les emballages cartons humides ou trop gras vont directement dans la poubelle des ordures ménagères ; nous laissons les bouchons sur les bouteilles en plastique.



74

Naturelcd.net: Pourquoi recycler ?

Emmanuel: Comme recycler, c'est réutiliser la matière première d'un objet pour en créer un nouveau et limiter le gaspillage des ressources, nous vivons dans une société où, l'on ne parvient pas à éviter la production des déchets, c'est le recyclage permet d'économiser des matières nécessaires à la fabrication de nouveaux produits.

Une fois nous aurons une grande quantité de plastiques, la collecte et le tri terminés, les bouteilles seront transformées en tubes et en bacs et les palettes, portes souliers, les arrosoirs, les flacons, les sacs poubelle etc.

Naturelcd.net: Quels sont les étapes pour recycler ?

Emmanuel: Le recyclage nécessite un certain nombre d'étapes, c'est le cas notamment de la collecte des déchets plastiques ; le stockage au centre de tri ; le broyage en paillettes ; la séparation des bouchons et des étiquettes ; le dernier tri optique ; l'extrusion des déchets plastiques ; la purification des granulés etc. Ce sont autant d'étapes que nous sommes entraînés à mettre en place pour un éventuel recyclage des déchets plastiques dans la ville de Goma.

Naturelcd.net: La population Congolaise surtout d'ici chez nous sait il faire le recyclage ?

Emmanuel: A l'heure actuelle, la conscience en matière de recyclage n'est pas au rendez-vous. Chez la population Congolaise, sauf quelques initiatives encore éparses dans quelques villes Congolaises. C'est



pourquoi l'ONG DEC Organisation fait appel à la mobilisation, à l'éducation relative à l'environnement afin de sauver le Climat.

Sans recyclage des déchets de toute nature que nous produisons, nous risquons de vivre dans un environnement où les déchets seront nombreux que les humains et nous serons entraînés à détruire l'environnement et les conséquences seront nombreuses et désastreuses.



Photo déchets ménagers RDC: photo tiers

75

Naturelcd.net: Avez-vous une suggestion à faire aux autorités face à la gestion des déchets en ville de Goma ?

Emmanuel: Les suggestions à soumettre aux autorités sont nombreuses entre autre: installer le mécanisme de recyclage dans toutes les avenues de la ville de Goma, multiplier les campagnes de sensibilisation, d'organisation et de mobilisation communautaire ; intensifier les campagnes d'éducation relative à l'environnement dans toutes les institutions (éducatives, administratives) afin que les citoyens aient conscience de l'importance du recyclage dans la communauté ; en suite appuyer les organisations de jeunes qui se lancent dans le recyclage à l'heure où le monde tend à l'envers à cause de déchets plastiques qui pullulent, et qui polluent l'environnement avec de conséquences néfastes ; mettre en place un système de stockage de déchets plastiques dans différentes avenues de la ville de Goma et la méthode d'évacuation vers les centres de recyclage.

Signalons que la ville de Goma est une ville touristique qui regorge d'un bon nombre de vendeurs utilisant des emballages à plastiques d'où les déchets sont visibles partout dans la ville. Chaque citoyen a le devoir de prendre conscience sur la pollution de la ville, du lac qui est à la une aujourd'hui dans la ville. D'où l'éducation environnementale est la seule arme pour y parvenir.





76

Photos des déchets ménagers pour la transformation en braises écologique en RDC: photo tiers

De l'autre côté dans la province de Maniema ville de Kindu le jeune ASSANI KAYOMBO Jean Paul, l'un des activistes environnementaux a découvert à son la fabrication des braises écologique à l'aide des déchets ménagers. « La fabrication de braises écologique est une initiative de recyclage qui nous encourage à regarder nos déchets sous un nouveau jour.

Chaque 18 Mars de l'année, des nombreuses campagnes dans le monde entier mettent en lumière le rôle fondamental que joue le recyclage dans la protection des ressources et du climat. Pour nous le recyclage permet non seulement de préserver les ressources et de les maintenir dans le circuit des matériaux, mais également de réduire la pollution due au CO₂ et d'économiser l'énergie. Il est encore un élément clé de l'économie circulaire, contribuant à protéger nos ressources naturelles. Chaque année, la « septième ressource » (matières recyclables) permet d'économiser plus de 700 millions de tonnes d'émissions de CO₂ et cela devrait passer à 1 milliard de tonnes d'ici 2030. Il ne fait aucun doute que le recyclage est en première ligne dans la guerre pour sauver l'avenir de notre la planète et l'humanité » indique t-il dans une interview téléphonique.



Appel à l'éveil

Romulus Dorval Kuessie (Cameroun) ; La protection des forêts et le recyclage au Cameroun ; Kalak FM, 24 mars 2023.

Pour accéder à l'émission radio : https://www.youtube.com/watch?v=X9YO_WgPJrA

Dans cette édition de votre magazine pleins phares sur les journées mondiales de la protections de la forêt et celle du recyclage; avec des actions menées par des entités comme Greenpeace Afrique pour pérenniser les gestes éco responsables

Le Papyrus

77

Serge Lenoir (Togo) ; Conférence historique des Nations Unies sur l'eau : Certaines organisations constatent le décalage entre la crise de l'eau et les engagements concrets des États ; Le Papyrus, 28 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/conference-historique-des-nations-unies-sur-leau-certaines-organisations-constatent-le-decalage-entre-la-crise-de-leau-et-les-engagements-concrets-des-etats/>





La Conférence des Nations unies sur l'eau a pris fin il y a quelques jours à New York au siège de l'organisation aux États-Unis. Les organisations de la campagne « S-EAU-S, des engagements, pas des abonnés absents », la Coalition Eau, le Secours Islamique France et Action contre la Faim; qui ont pris part à cet important rendez-vous, saluent son caractère historique. Toutefois, elles déplorent le décalage entre la crise de l'eau vécue, largement reconnue et médiatisée, et les engagements concrets des États qui ne permettront pas d'y répondre.

La Conférence des Nations unies sur l'eau, qui s'est tenue du 22 au 24 mars 2023 à New York et qui a réuni environ 170 États membres et près de 6 500 participants, constitue un événement historique, la dernière conférence intergouvernementale sur l'eau remontant à 1977. Les États et les organisations internationales rassemblés à New York ont largement reconnu l'ampleur de la crise de l'eau et manifesté leur inquiétude face aux pénuries, aux inondations, à la perte d'écosystèmes et aux impacts de la crise climatique sur l'eau, qui touchent les quatre coins du globe. Les cris d'alerte se sont multipliés de la part des participants, alors que 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable et 3,6 milliards de personnes sont privées de toilettes.

Des engagements non contraignants et peu ambitieux

Les prises de parole officielles des États se sont bien souvent résumées à des présentations des enjeux nationaux et internationaux et à des déclarations d'intention, sans précision sur les cibles ni les moyens de mise en œuvre. Le principal livrable de la conférence est le Programme d'action pour l'eau ("Water Action Agenda") qui rassemble les engagements volontaires des États et des acteurs. « A ce jour, 708 engagements ont été enregistrés. Cependant, ces engagements, disparates, hétérogènes et non contraignants, ne constituent en rien à la réponse collective, stratégique et holistique attendue de la part des États face à la crise de l'eau à l'échelle planétaire », martèle ces organisations.

78

Quelles avancées sur la gouvernance mondiale de l'eau ?

Comme le demandaient les organisations de la campagne S-EAU-S, la France a largement soutenu la nomination d'un.e Envoyé.e Spécial.e des Nations unies sur l'eau, en proposant de contribuer financièrement à ce poste dès 2023, ainsi que l'organisation de réunions intergouvernementales régulières sur l'eau sous l'égide des Nations unies. Plusieurs autres pays, tels que la Bolivie, l'Allemagne, Singapour et la Namibie se sont également exprimés en faveur de l'organisation de réunions régulières sur l'eau sous l'égide des Nations unies. Cependant, en l'absence de négociations formelles autour d'un accord intergouvernemental lors de la conférence, aucune décision n'a été prise à ce sujet.

De la même manière, alors que plus de 150 États soutiennent la création d'un poste d'Envoyé.e Spécial.e de l'ONU sur l'eau, sa nomination n'a pas été concrétisée. Ce poste est pourtant essentiel pour coordonner l'action des Nations unies et convoquer les États à des réunions régulières sur l'eau. Les pays en faveur du multilatéralisme sur l'eau devront redoubler d'efforts pour des avancées diplomatiques concrètes dans les prochains mois. « Action contre la Faim, le Secours Islamique France et la Coalition Eau réitèrent leur demande à l'Assemblée générale des Nations unies pour l'adoption d'une résolution permettant d'établir des réunions régulières intergouvernementales pour l'eau » déclarent les trois ONG à l'issue de la conférence.





Denise Kyalwahi (RDC) ; Changement climatique : les femmes, l'eau et la crise de la durabilité environnementale en RDC ; NaturelCD, 26 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2022/03/26/changement-climatique-les-femmes-leau-et-la-crise-de-la-durabilite-environnementale-en-rdc/>

Le monde a célébré la journée mondiale de l'eau le 22 mars 2022. Nombreuses localités de la République démocratique du Congo, ont des points d'eau impropre à la consommation sous leur forme brute. En Oicha, les communautés sont désormais exposées aux maladies d'origine hydrique et aux infections respiratoires aiguës. Avec l'explosion démographique, la pénurie d'eau est signalée dans de nombreuses régions du pays, tant dans les zones rurales qu'urbaines.



79

Photo des femmes de la commune rurale d'Oicha à la recherche d'eau RDC: photo crédit NATURELCD

Oïcha est une commune du territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, à l'est de la RDC, à la crête du bassin des fleuves Congo et Nil. L'agglomération compte 151 500 habitants et plus de 22 120 ménages déplacés par les massacres, rapportent des sources officielles. Avec ces chiffres, la quantité d'eau potable est insuffisante par rapport au nombre d'habitants. Les femmes et les jeunes filles sont obligées de parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau. Un sacrifice qui les expose au risque d'être violées par les rebelles.

« Ça nous pousse directement à avoir des difficultés avec l'eau. Oicha n'a que 30% de couverture en eau potable et moins de 50% en eau courante. D'où la femme, maîtresse de famille reste la victime perpétuelle de cette pénurie » rapporte KAMBALE KIKUKU Nicolas, maire de la commune rurale d'Oïcha.





Le changement climatique à l'origine de cette carcasse

La rareté de l'eau est l'un des éléments à travers lesquels de nombreux effets de la crise climatique se font sentir dans la communauté. « Oicha a une population agricole soumise à plusieurs difficultés, notamment la croissance démographique due à l'exode rural, le changement climatique, la déforestation et l'agriculture sur brûlis et l'évaporation d'où la chaleur excessive à l'origine de la situation de stress hydrique explique le maire.

80

Pour le géologue et chercheur KAMBALE KASOLENE, « l'eau est aujourd'hui un enjeu majeur et une exigence de développement pour la commune d'Oicha qui est plus touchée par la pénurie d'eau en raison de sa croissance démographique dans cette région. L'eau manque quantitativement et qualitativement à Oicha en raison du manque d'infrastructures hydrauliques et cela pèse lourdement sur la femme d'Oicha », dit-il.

L'eau et les femmes

L'eau reste la denrée la plus importante, souvent utilisée dans le ménage par les femmes, comme le soutient Philipe PALUKU BONANE, secrétaire adjoint de la société civile dans le Territoire de Beni. « Nous avons remarqué qu'il y a un changement climatique parce que dans notre pays bien avant nous avions de l'eau dans nos sources, et aujourd'hui nous avons plus de 40 sources qui se sont taries parce que les bois ont été coupés et que la terre reste vide. Comprenez que la pénurie d'eau est visible dans la Commune et plusieurs ménages de cette région sont en difficulté. Les femmes vont chercher l'eau jusqu'à des heures tardives et sont obligées de se lever très tôt, alors qu'il fait encore nuit. Notre population continue à utiliser l'eau de puits, l'eau stagnante et les eaux de pluie non traitées qui sont à l'origine des maladies hydriques encore signalées par les agents de santé ».

Ghislaine et Jeannette sont deux femmes du quartier Makaiko. Ils s'indignent de la rareté de l'eau dans ce milieu : « Nous avons constaté un changement climatique suite à la coupe des bois. Pour avoir de l'eau, nous devons partir de chez nous à 4h du matin pour revenir vers 15h, si c'est le soir nous partons de 18h jusqu'à minuit. Nous souffrons beaucoup, le responsable du GREFAMU nous demande de payer 100 francs congolais les 20 litres, mais nous ne donnons plus nos champs pour trouver de l'argent et acheter au moins 5 bidons d'eau chaque jour. Nous avons besoin d'eau potable ici à la maison », disent-ils.





PALUKU BONANE lance un cri d'alarme aux autorités « Avec ce changement climatique dans ce milieu, nous lançons un cri d'alarme aux dirigeants pour qu'ils réfléchissent à notre avenir. L'eau c'est la vie, alors quand elle se vide à nos sources, la mort nous attend ».

Des initiatives locales pour s'adapter à la crise

La communauté de cette région tente de s'adapter à cette crise due au changement climatique. La société civile en collaboration avec une organisation appelée COPI ont installé deux forages alimentés par des cellules photovoltaïques. Le premier forage avec six puits dessert près de 2000 ménages et le second avec cinq puits dessert environ 3200 ménages. Mais cette quantité d'eau reste insuffisante compte tenu du nombre d'habitants.

Une société privée nommée GREFAMU utilise un système de forage électrique pour trouver de l'eau.

« La couverture en eau potable à Oicha est très faible, nous avons 5 types de points d'eau : des sources simples, des sources avec réservoirs, des forages modernes avec le système de pompe manuelle et en bout de forage des systèmes photovoltaïques utilisant l'énergie solaire. Malgré toutes ces démarches par la population, il ne parvient toujours pas à satisfaire la soif de cette denrée très importante pour survivre », a déclaré l'autorité municipale.

Dans la commune rurale d'Oicha, le forage du système voltaïque s'avère être la seule solution basée sur la durabilité environnementale. C'est ainsi qu'il a été choisi par COPI, une coopérative locale pour tenter d'approvisionner la population en eau potable à Oicha.

81





Keyewa Kabey (Togo) ; Blitta : La ville par excellence de l'énergie renouvelable au Togo ; Relai d'Afrique, 28 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://relaidafrigue.com/2023/03/28/blitta-la-ville-par-excellence-de-lenergie-renouvelable-au-togo/>



82

Au Togo, il y a une ville qui commence par pousser des tentacules en énergies renouvelables notamment l'énergie solaire. C'est la ville de Blitta située dans la région Centrale au Togo. Au nord de Lomé à 275 km soit à...Load more

Au Togo, il y a une ville qui commence par pousser des tentacules en énergies renouvelables notamment l'énergie solaire. C'est la ville de Blitta située dans la région Centrale au Togo. Au nord de Lomé à 275 km soit à 3 heures 44 m à voiture de Lomé, les autorités du Togo ont choisi Blitta comme préfecture qui va abriter l'énergie solaire.

Alors que la Centrale Solaire de Blitta a été mise en service en juin 2021 par le président du pays, le 21 mars dernier, celui-ci a lancé les travaux de la troisième phase de cette centrale photovoltaïque.

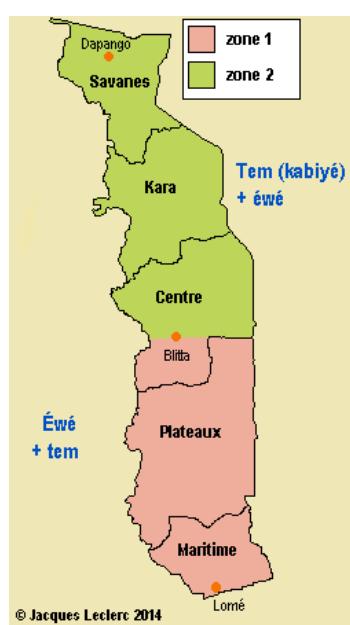




Les installations de la centrale solaire sont très remarquables. Un tour sur le site et vous remarquerez jusqu'à perte de vue des panneaux solaires alignés. Le Togo se veut en pôle position dans la sous région dans le domaine du photovoltaïque.

83

Ce joyau respecte à part entière l'ODD 7. En effet, l'ODD7 mentionne qu'il faut garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables durables et modernes à un coût abordable. Alors que cet objectif est aujourd'hui au centre des défis, certains gouvernements ont compris l'urgence de la chose comme celui du Togo.



La Centrale de Blitta en terme de transition énergétique fait du Togo le premier pays de la sous-région ouest africaine ; un rang que le pays compte jalousement garder avec l'installation d'autres centrales solaires. La Centrale photovoltaïque de Blitta fournit de l'énergie propre et fiable aux populations.

Alors qu'elle ne participe pas au réchauffement climatique, elle permet aux populations de ladite région et des autres contrées d'offrir des emplois aux populations. En effet, la centrale de Blitta va alimenter avec la CEB 222 000 foyers contre 158 333. C'est dire qu'au delà de la préfecture de Blitta et de la région Centrale, c'est tout le Togo qui est bien servi et bien entendu il faut de la main d'oeuvre pour sa maintenance.

Il faut dire que les autorités togolaises ne comptent pas s'arrêter là et envisagent mettre sur pied une autre centrale photovoltaïque dans la région des Savanes c'est à dire au nord du Togo.



Vert Togo

Hector Nammangue (Togo) ; Parc Fazao Malfakassa : Mieux refouler les éléphants pour protéger les cultures ; Vert Togo, 30 mars 2023.

Pour accéder à l'article : <https://vert-togo.tg/parc-fazao-malfakassa-mieux-refouler-les-elephants-pour-proteger-les-cultures/>



84

Depuis les années 90, la population d'éléphants subit des pressions de la part des communautés riveraines, qui se traduisent surtout par l'envahissement du parc national Fazao-Malfakassa à des fins anthropiques. Cette situation a mis en mal les rapports entre les éléphants et les hommes.

Ceci a entraîné une augmentation des conflits hommes-éléphants, matérialisés par les dévastations des champs par les pachydermes, d'où le mécontentement des riveraines vis-à-vis des gestionnaires du parc. La dégradation du système national des aires protégées du Togo est alors due aux pratiques agricoles, au pâturage, à l'installation des habitations, au braconnage, aux feux de brousse et à l'exploitation forestière incontrôlée.

D'où le projet «Appui à l'intégration des communautés locales dans la gestion des éléphants du parc national Fazao Malfakassa» qui a élaboré un programme d'information, d'éducation et de communication. De même, le projet «Développement durable basé sur les moyens de subsistance respectueux de la biodiversité autour du parc FazaoMalfakassa», pour diversifier l'économie locale sur la base des activités alternatives et améliorer les moyens de subsistance à travers l'utilisation durable de la biodiversité.

C'est dans le cadre de ce projet «Appui à l'intégration des communautés locales dans la gestion des éléphants du parc national Fazao Malfakassa», avec l'appui financier du Fonds pour l'Eléphant d'Afrique, que des communautés riveraines et gestionnaires du parc se forment actuellement, du 27 au 29 mars 2023 à Blittagare, sur les techniques simples de refoulement des éléphants, y compris les mesures de protection des cultures et des biens, la gestion des conflits hommes-éléphants, les techniques de gestion des interfaces aires





protégées-péphéries ainsi qu'en gestion des conflits autour des aires protégées et les techniques sur les textes juridiques en matière d'aires protégées. L'initiative est du ministère de l'Environnement et des ressources forestières.

Pour le directeur régional de l'Environnement et des ressources forestières, la formation doit amener à sécuriser les populations d'éléphants à travers la réduction des conflits hommes-éléphants et à améliorer les conditions de vie des populations locales et leur cohabitation avec les éléphants. Lui qui a bien rappelé les pressions que subissent les populations d'éléphants de la part des communautés locales installées dans et autour du parc.

Récemment, toujours pour préserver l'aire protégée du parc national Fazao-Malfakassa, les groupements Renaissance de Elavagnon-Todji (préfecture de Blitta), Dazasso de Fazao et Essossina de Méwèdè (tous deux dans la préfecture de Sotouboua) ont reçu un kit apicole complet, composé des enfumoirs, des ruches, des extracteurs de miel, des cires gaufrées, des pots à miel, des filtres et maturateurs, des combinaisons et paires de bottes, des tonnelets plastiques de 100 litres, etc.

Le tout, pour renforcer les activités génératrices de revenus des bénéficiaires ; réduire les conflits entre les riverains et les éléphants qui dévastent, par moments, les cultures ; les encourager à continuer d'œuvrer aux côtés de l'administration forestière pour la conservation du plus grand parc du Togo en évitant le braconnage et les coupes frauduleuses à des fins de carbonisation.

